

F7A1
E88
1992/93
1
QL
P. gouv.

Cahier des SAE

Ministère des Forêts

92 07 2 8

Direction des orientations et stratégies
Service de l'analyse et de l'évaluation

MINISTÈRE
DES FORÊTS

ÉTUDE DES CRÉDITS

1 9 9 2 - 1 9 9 3



CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS
1992 - 1993

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

NOTE AU LECTEUR

Première section :

1.	INTRODUCTION.....	5
2.	PRÉSENTATION DU MINISTÈRE	11
2.1	Mandat	11
2.2	Organisation	12
2.3	Structure budgétaire	14
3.	SYNTHÈSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES ENTRE 1990-1991 ET 1991-1992.....	15
4.	LES SOURCES DE FINANCEMENT	17
4.1	Entente auxiliaire Canada-Québec	17
4.2	Entente auxiliaire Canada-Québec de la Côte-Nord	19
4.3	Revenus	20

Deuxième section :

1.	Programme 01 : Coordination et gestion	21
2.	Programme 02 : Gestion du patrimoine forestier	23
3.	Programme 03 : Amélioration de la forêt	55
4.	Programme 04 : Financement forestier	69



278386

F7A1

E78

1992/93

1

QL

P.gouv.

ecture

sur place

NOTE AU LECTEUR

Ce document a pour but d'informer les membres de la Commission parlementaire dont la tâche est d'étudier et d'approuver les prévisions de dépenses du ministère des Forêts.

Après avoir brièvement décrit les rôles, missions et mandats du ministère, ce document présente la synthèse des variations budgétaires entre 1991-1992 et 1992-1993 et fait état des principales sources de financement.

Par la suite, un bref aperçu de la problématique, des objectifs et des perspectives d'intervention du ministère y est présenté de façon à situer le plan des dépenses dans un contexte plus large. Chaque programme du ministère et les éléments qui le composent sont décrits; on y expose les problématiques particulières, les objectifs, les moyens d'intervention propres à chaque élément de même que la synthèse des réalisations 1991-1992 et des perspectives d'intervention 1992-1993.

1. INTRODUCTION

La forêt a toujours été un pôle essentiel de l'essor économique, social et culturel du Québec. C'est la raison même d'exister de centaines de municipalités québécoises situées dans les régions périphériques. Elle a notamment permis le développement d'une industrie qui s'est hissée au premier rang du secteur manufacturier québécois, à la fois pour la valeur de sa production et pour celle de ses exportations. En somme, elle contribue largement à la qualité de vie de tous les Québécois.

Au cours des cinq dernières années, le secteur forestier a connu de profondes mutations, tant sur les plans légal et organisationnel que sur celui des mentalités. En effet, il y a maintenant un nouveau cadre légal en matière de gestion, d'utilisation et de protection de la ressource forestière. Le ministère responsable, celui des Forêts, s'est restructuré afin de s'adapter au régime forestier établi par la **Loi sur les Forêts** (L.R.Q., chapitre F-4.1). Rappelons que cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale, en décembre 1986. Enfin, les mentalités sont en train de changer en ce qui a trait à l'utilisation, la transformation et la conservation des ressources forestières. Auparavant, les gestionnaires forestiers étaient surtout préoccupés par l'exploitation des forêts; désormais, elle doit voir à leur aménagement et collaborer avec les autres utilisateurs du milieu.

En 1990-1991, on a récolté au Québec quelque 28 millions de mètres cubes de bois. Le secteur forestier procurait alors, directement et indirectement, près de **200 000** emplois et la valeur des exportations de produits forestiers se chiffrait à plus de **5,1 milliards** de dollars, soit près de **22 %** de toutes les expéditions à l'extérieur du Québec. Les produits forestiers occupent toujours le premier rang des produits manufacturés. À lui seul, le secteur forestier génère **14,5 %** des emplois directs et **16,4 %** des salaires du secteur manufacturier. Le Québec lui doit **4,1 %** de son produit intérieur brut. Enfin, le secteur forestier a apporté **1 383,4 M\$** dans les coffres des gouvernements, en 1990, dont **777,3 M\$** au Québec et **606,2 M\$** au fédéral.

Le ralentissement que l'économie canadienne a subi en 1990 s'est aggravé en 1991, avec une baisse de **1 %** du P.N.B. Cette faiblesse a eu d'importantes répercussions sur l'industrie québécoise des produits forestiers.

Le secteur du bois de sciage a connu sa pire année depuis 1982-1983, tant sur le marché domestique qu'américain. Les exportations québécoises de bois de sciage résineux vers les États-Unis ont particulièrement souffert de la diminution des mises en chantier que le nord-est américain connaît depuis 1986, de la réévaluation à la hausse du dollar canadien et des droits compensatoires qu'on lui a imposés. En décembre 1991, on avait fermé **142** scieries au Québec et les mises à pied s'élevaient à plus de **3 000**. Par contre, en raison de sa pénétration du marché britannique, l'industrie du sciage a connu sa meilleure performance sur le marché d'outre-mer.

Le secteur des pâtes a enregistré une augmentation de 18,1 % de ses exportations, mais le prix moyen est passé de 778 \$ à 601 \$ la tonne, une baisse de 22,8 %, ce qui a évidemment eu des effets négatifs. Le secteur du papier journal traverse également une période très difficile, qui se traduit notamment par des fermetures d'usines et des mises à pied. Cette crise est attribuable, en partie du moins, à la faiblesse des prix et du marché, à la force du dollar canadien et à la désuétude de nos équipements de production.

Pour se rétablir, l'industrie des produits forestiers doit pouvoir compter, à long terme, sur des approvisionnements à des coûts compétitifs. Or, la poursuite de cet objectif doit tenir compte des coûts de récolte qui ont augmenté de plus de 30 % au cours des quinze dernières années ainsi que de la nécessité de répondre aux exigences de la population québécoise en matière de protection de la diversité et de la qualité du milieu forestier.

1.1 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

Selon le Conference Board, l'économie canadienne devrait se redresser lentement au cours de la prochaine année et l'industrie des produits forestiers devrait évoluer dans le même sens.

On estime le volume récolté en 1991 à 205 millions de mètres cubes, dont 18 millions de mètres cubes de résineux et 2,5 millions de mètres cubes de feuillus. La possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu s'établissait à 31 millions de mètres cubes dans le premier cas et à 11 millions de mètres cubes dans le deuxième. Les contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) couvrent un territoire totalisant quelque 382 700 km² sur lequel on prévoit effectuer les travaux d'aménagement requis pour atteindre les objectifs de production sur une base soutenue, d'une part, ainsi que pour maintenir ou reconstituer le couvert forestier, d'autre part : coupes avec protection de la régénération (± 125 000 hectares), coupes de régénération (63 400 hectares) et reboisement (± 83 400 hectares).

L'essor de l'aménagement forestier donne naissance à une large gamme d'activités : fabrication de machinerie adaptée aux nouvelles normes d'intervention forestière, production de plants en vue du reboisement, recherche-développement, formation et spécialisation de la main-d'oeuvre, etc. Toutes ces activités amènent des retombées économiques au Québec.

Par ailleurs, le ministère des Forêts a investi des ressources et des efforts importants dans l'élaboration d'un **Projet de stratégie de protection des forêts**. Conformément à la décision du Conseil des ministres (89-16) du 15 février 1989, cette stratégie a été soumise à une vaste consultation publique organisée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). D'ici l'automne, le MFO devrait déposer une version finale du document qui tiendra compte des recommandations incluses dans le rapport du BAPE.

Le territoire forestier québécois est aussi vaste que diversifié. Les multiples ressources qu'il renferme et les nombreuses activités qui s'y déroulent exigent des mécanismes de gestion variés. Pour doter le Québec de nouveaux outils tenant compte à la fois des aspects économiques, environnementaux et sociaux du milieu forestier, on réalise présentement des projets pilotes de gestion intégrée sur deux territoires forestiers distincts.

La mission du ministère des Forêts s'articule autour de ses quatre rôles :

1.1.1 Gestionnaire du patrimoine forestier québécois

Le territoire forestier québécois couvre quelque 912 000 km², dont 836 000 km², ou 92 %, sont de juridiction provinciale. Le ministère des Forêts s'est vu confier par le gouvernement le mandat de gérer ce bien collectif. Le MFO doit s'acquitter de cette tâche en respectant les exigences du gouvernement ainsi que celles des Québécoises et Québécois.

Le Ministère s'est doté d'outils de gestion modernes, adaptés à l'ampleur de sa mission, qui lui permettent de planifier et d'encadrer une mise en valeur efficace, optimale et rentable du milieu forestier, basée sur la connaissance dynamique des ressources qu'il renferme (inventaires écoforestiers). De plus, il contribue à la mise à jour du Plan d'affectation des terres du domaine public, s'assure que la ressource forestière est utilisée de façon judicieuse et voit à l'application de normes d'intervention rigoureuses.

1.1.2 Partenaire en matière d'aménagement forestier

Étant donné l'envergure de sa tâche, qui est proportionnelle à l'immensité du territoire à gérer et à la grande diversité des ressources forestières, le ministère des Forêts s'associe à des collaborateurs (industrie, organismes du milieu, établissements de recherche et autres ministères) pour la mener à bien.

Il voit à la remise en production des territoires forestiers qui étaient mal ou non régénérés le 1^{er} avril 1987 (rôle prévu dans la Loi sur les Forêts). Par ailleurs, il encadre l'aménagement des forêts publiques et il gère les programmes requis pour favoriser le développement de la forêt privée.

De plus, le MFO partage avec les entreprises forestières la responsabilité de protéger les forêts contre le feu, les maladies et les insectes nuisibles. C'est d'ailleurs pour s'acquitter au mieux de cette tâche qu'il a élaboré la stratégie de protection des forêts mentionnée ci-dessus et qu'il la mettra en oeuvre lorsqu'elle aura été acceptée par le conseil des ministres.

Le ministère des Forêts effectue des travaux de recherche-développement en foresterie et il soutient financièrement les organismes extérieurs qui oeuvrent dans les principaux domaines suivants : techniques sylvicoles visant à améliorer les rendements forestiers ou à protéger la forêt contre les insectes nuisibles, les maladies des arbres et la végétation concurrente. Il poursuit également des travaux de recherche sur les écosystèmes et leur dynamique, les causes du dépérissement des érablières et les moyens de solutionner ce problème.

1.1.3 Partenaire du développement économique

Plus qu'un associé, le Ministère est un partenaire du développement économique qui découle du prélèvement et de la transformation de la matière ligneuse. Suivant des règles rigoureuses, il autorise la récolte d'une partie du bois qui doit être transformé en produits finis. Il favorise le développement d'une industrie qui doit s'adapter aux besoins des marchés internationaux, aux nouvelles exigences environnementales et aux difficultés économiques conjoncturelles.

Ainsi, il a participé activement aux travaux du Groupe de travail sur l'avenir de l'industrie des produits forestiers, qui a remis son rapport le 5 février

dernier. Ce groupe composé des principaux représentants du secteur forestier avait été mis sur pied pour explorer les avenues susceptibles de permettre à l'industrie de faire face aux difficultés structurelles et conjoncturelles qu'elle connaît présentement.

1.1.4 Protecteur de la polyvalence du milieu forestier

La forêt présente un potentiel de développement économique considérable, mais c'est un milieu fragile : la forêt est une ressource renouvelable, mais non inépuisable!

Conscient de cette réalité incontournable, le Ministère s'assure que les interventions faites en milieu forestier sont conformes aux normes rigoureuses établies pour préserver l'environnement et respecter la polyvalence du milieu forestier. Il favorise également l'utilisation optimale de la matière ligneuse prélevée dans les forêts. Enfin, le MFO réalise des projets de gestion intégrée des ressources et il participe à la Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie afin d'élaborer, en collaboration avec d'autres intéressés, un plan d'action axé sur le développement durable du Québec.

2. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE DES FORÊTS

Le ministère des Forêts a été créé le 14 décembre 1990, à la suite de l'adoption de la **Loi sur le ministère des Forêts** (L.Q., 1990, chapitre 64) par l'Assemblée nationale. Auparavant, c'est le secteur Forêts du ministère de l'Énergie et des Ressources qui était responsable de la gestion des forêts québécoises (programmes budgétaires 1 à 4 du MER).

2.1 MANDATS

L'article 14 de la **Loi sur le ministère des Forêts** accorde au ministre les mandats suivants:

- gérer tout ce qui se rattache à l'aménagement forestier dans les forêts du domaine public;
- assurer, dans les forêts du domaine public, la compatibilité des activités d'aménagement forestier avec les affectations prévues aux plans d'affectation visés à la section III du chapitre II de la **Loi sur les terres du domaine public** (L.R.Q., chapitre T-8.1);
- favoriser la mise en valeur des forêts privées;
- constituer, dans les forêts du domaine public, des unités d'aménagement forestier et y allouer, jusqu'à concurrence de la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu, des volumes de bois ronds pour l'approvisionnement d'usines de transformation, en tenant compte des autres sources d'approvisionnement disponibles;
- réaliser, conformément à la loi, des activités d'aménagement forestier;
- élaborer et exécuter des plans et des programmes pour la conservation, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources forestières;
- élaborer et mettre en oeuvre des programmes de recherche et de développement dans les domaines de la foresterie et de la transformation des ressources forestières;
- veiller à la protection des ressources forestières contre l'incendie, les épidémies et les maladies et au contrôle phytosanitaire;
- contribuer au développement, à l'adaptation et à la modernisation des usines de transformation du bois et des autres activités utilisatrices de matière ligneuse;
- favoriser la mise en marché et la vente des produits provenant des forêts;

- assurer l'apport du secteur forestier au développement régional;
- appliquer les lois concernant les forêts.

Par ailleurs, le ministre des Forêts est responsable de l'application des lois qui affectent le secteur forestier:

- **Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78);**
- **Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., c. C-78.1);**
- **Loi sur le mérite forestier (L.Q., 1989, c. 44);**
- **Loi sur le prix du bois à pâte vendu par des agriculteurs et des colons (L.R.Q., c. P-25);**
- **Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (L.R.Q., c. S-12);**
- **Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1);**
- **Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., c. M-12.1);**
- **Loi sur les compagnies de flottage (L.R.Q., c. C-42).**

2.2 ORGANISATION

Pour s'acquitter efficacement de ses mandats, le ministère des Forêts a adopté une structure organisationnelle comportant quatre directions générales, dont trois relèvent d'un sous-ministre adjoint, l'autre étant présentement sous la responsabilité du sous-ministre.

La Direction générale des opérations est confiée à un sous-ministre adjoint, responsable des administrations régionales du Ministère, dont dépendent les 10 bureaux régionaux, les 36 unités de gestion et les 8 pépinières gouvernementales. De la Direction générale des opérations relèvent également la Direction de la conservation et la Direction de l'assistance technique.

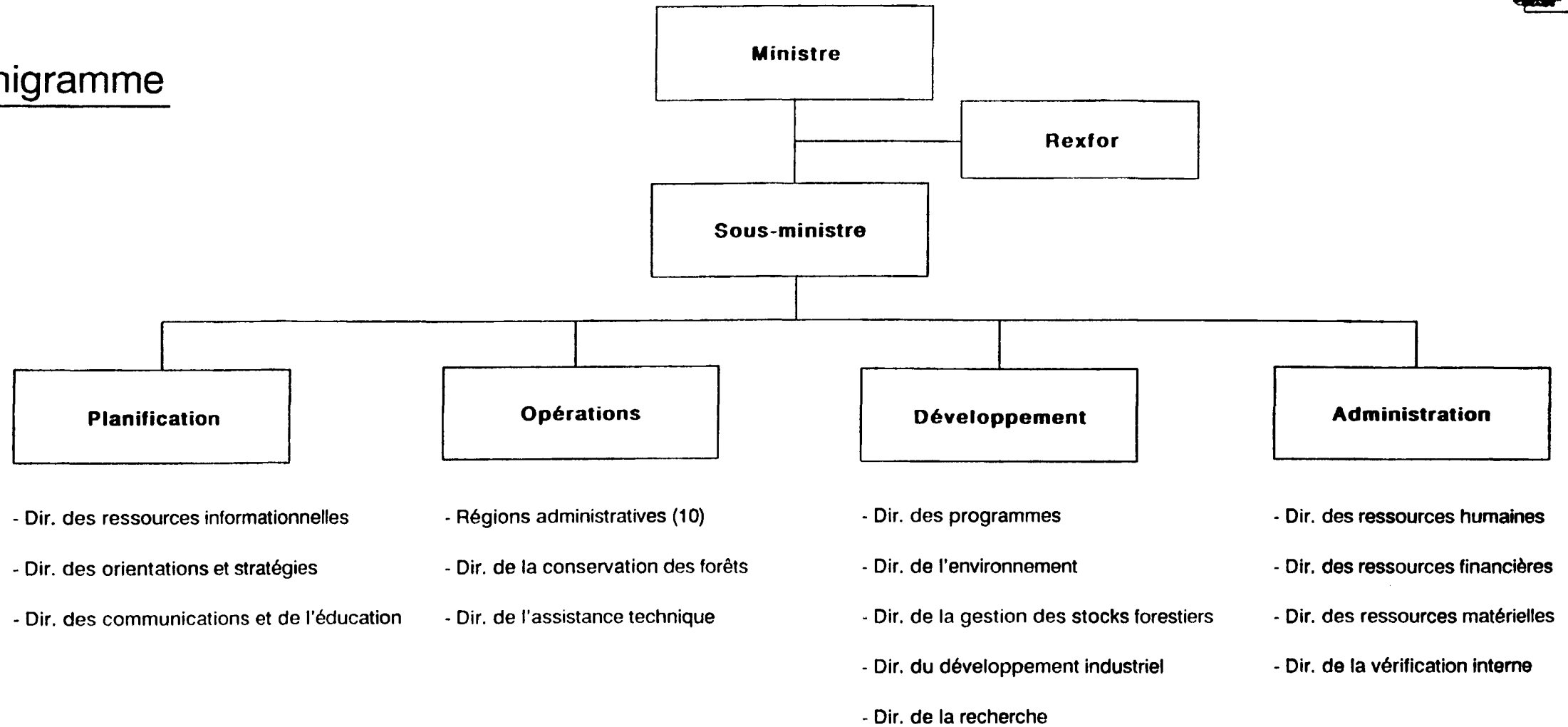
La Direction générale du développement relève aussi d'un sous-ministre adjoint qui supervise 5 directions regroupant 14 services.

La Direction générale de l'administration est également gérée par un sous-ministre adjoint. Elle regroupe 4 directions et 6 services.

Enfin, la Direction générale de la planification, qui relève présentement du sous-ministre, se compose de 3 directions et de 6 services.



Organigramme



2.3 STRUCTURE BUDGÉTAIRE

Le gouvernement répartit son budget selon des programmes. Cette façon de procéder, qui met l'accent sur ses réalisations, permet d'exprimer les dépenses prévues en termes de ressources humaines aussi bien que financières.

La structure «par programmes» adoptée pour présenter les crédits 1991-1992 a été à nouveau retenue pour l'exercice 1992-1993. Les lecteurs trouveront ci-après, une brève description des quatre **programmes budgétaires** du ministère des Forêts.

A) Programme 01 : Coordination et gestion

Ce programme permet d'assurer l'orientation, la coordination et l'encadrement de l'ensemble des activités du Ministère et d'accorder aux unités opérationnelles le support technique et administratif dont elles ont besoin. Il couvre les activités de la direction supérieure du MFO de même que la gestion des finances, du personnel, du matériel, des ressources informationnelles, des communications et de l'éducation ainsi que les activités des administrations régionales.

B) Programme 02 : Gestion du patrimoine forestier

Ce programme vise à favoriser l'approfondissement ainsi que la mise à jour et l'application de nos connaissances sur le milieu forestier. De plus, il permet de planifier, de contrôler, d'évaluer l'utilisation de la ressource forestière et à d'en d'assurer la protection.

C'est donc à ce programme qu'on impute tout ce qui a trait aux travaux de recherche, d'inventaire et de protection contre le feu, les insectes et les maladies. Il encadre également toutes les activités liées à l'élaboration et à la normalisation des plans de mise en valeur des forêts publiques et privées, d'éducation en conservation, de développement industriel et d'évaluation environnementale. Les activités régionales de planification et de contrôle en dépendent aussi.

C) Programme 03 : Amélioration de la forêt

Le programme 03 couvre toute la mise en oeuvre des programmes d'aménagement des forêts publiques et privées ainsi que la production de plants destinés au reboisement.

D) Programme 04 : Financement forestier

Ce programme, administré par l'Office du crédit agricole du Québec, a été mis sur pied pour favoriser les investissements en matière de mise en valeur et de consolidation des forêts privées, en facilitant l'accès à des sources de financement et en garantissant des taux d'intérêt avantageux.

3. SYNTHÈSE DES VARIATIONS ENTRE LE BUDGET DE 1991-1992 ET CELUI DE 1992-1993

MINISTÈRE	1992-1993	1991-1992	VARIATION	
	('000 \$)	('000 \$)	('000 \$)	%
CRÉDITS	323 019,1	336 461,4	(13 442,3)	(4,0)
Moins: crédits permanents	3 074,4	13 563,5	(10 489,1)	(77,3)
Crédits à voter	319 944,7	322 897,9	(2 953,2)	(0,9)
Effectif régulier (ETC)	2 022	1 344	678	50,4
Effectif occasionnel (ETC)	976	1 711	(735)	(43,0)
Effectif total (ETC)	2 998	3 055	(57)	(1,9)

Les crédits alloués au ministère des Forêts pour l'exercice financier 1992-1993 se chiffrent à 323 M\$, ce qui représente une diminution de 4,0 % par rapport à 1991-1992. Ce montant inclut les crédits permanents (3 M\$) qui lui sont attribués en vertu de la Loi sur les forêts (2,5 M\$), de la Loi sur le crédit forestier (0,5 M \$) et de la Loi sur l'exécutif.

Les deux programmes-éléments du Ministère qui ont subi les variations les plus significatives sont le programme d'amélioration de la forêt (03) et le programme du financement forestier (04). Les crédits alloués au programme 03 ont en effet baissé de 11,7 % en raison du plus grand échelonnement des travaux de remise en production des zones forestières peu ou mal régénérées le 1^{er} avril 1987, d'une réduction des transferts alloués aux boisés privés et de la participation accrue exigée des propriétaires. La diminution de l'objectif annuel de reboisement explique également cette baisse. Par ailleurs, le budget du Programme de financement forestier a chuté de 26,4 % consécutivement à la réduction de l'encours des prêts.

Quant aux crédits permanents, ils ont été particulièrement élevés en 1991-1992 en raison des nombreux feux de forêts qui ont sévi notamment sur la Côte-Nord et au Saguenay-Lac-St-Jean. En 1992-1993, les crédits ont été ramenés à leur niveau habituel d'où la diminution de 77,3 %.

Par contre, le programme-élément **Politiques et programmes** a bénéficié d'une augmentation de 131,5 % grâce à l'ajout de 16 M\$ que Rexfor destine à la préservation de certains actifs de Cascades Port Cartier inc. Enfin, la croissance de 8,6 % des crédits alloués au **Programme coordination et gestion** (01) permettra au MFO de compléter la mise en place de sa structure administrative.

SYNTHÈSE DES VARIATIONS ENTRE LE BUDGET 1991-1992 ET CELUI DE 1992-1993
RÉPARTIES SELON LES QUATRE PROGRAMMES DU MFO

PROGRAMMES/ÉLÉMENTS	Budget 1992-1993 (000 \$)	Budget 1991-1992 (000 \$)	Variation %
1. Coordination et gestion	57 333,7	52 802,7	8,6
1.1 Direction et soutien administratif	35 037,6	30 064,3	16,5
1.2 Administration régionale	22 296,1	22 738,4	(1,9)
2. Gestion du patrimoine forestier	115 109,4	112 042,6	2,7
2.1 Recherche-développement	13 380,7	13 758,8	(2,7)
2.2 Connaissance	17 431,6	18 164,7	(4,0)
2.3 Protection du milieu forestier	30 021,4	42 323,9	(29,1)
2.4 Politiques et programmes	26 796,4	11 574,5	131,5
2.5 Utilisation polyvalente de la forêt	27 479,3	26 220,7	4,8
3. Amélioration de la forêt	145 730,6	165 029,6	(11,7)
3.1 Aménagement des forêts publiques	58 267,3	70 965,5	(17,9)
3.2 Aménagement des forêts privées	41 083,5	44 895,7	(8,5)
3.3 Production de plants	46 379,8	49 168,4	(5,7)
4. Financement forestier	4 845,4	6 586,5	(26,4)
4.1 Gestion interne et soutien	1 530,6	1 512,7	1,2
4.2 Prêts forestiers	3 314,8	5 073,8	(34,7)
TOTAL	323 019,1	336 461,4	(4,0)
Moins crédits permanents	3 074,4	13 563,5	(77,3)
Crédits à voter	319 944,7	322 897,9	(0,9)
Effectif régulier (ETC)	2 022	1 344	50,4
Effectif occasionnel (ETC)	976	1 711	(43,0)
Effectif total (ETC)	2 998	3 055	(1,9)

4. SOURCES DE FINANCEMENT

Le ministère des Forêts s'autofinance en partie grâce aux revenus qui lui sont versés par l'industrie des produits forestiers et aux contributions du gouvernement fédéral à certains programmes.

L'entente sur le développement économique et régional Canada-Québec 1984-1994 a amené la signature de deux ententes spécifiques au secteur forestier.

4.1. ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT FORESTIER

L'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier, qui devait prendre fin en 1991, a été prolongée jusqu'en 1992-1993. Cette entente a été conclue afin de promouvoir la coopération entre les gouvernements fédéral et québécois et la coordination des actions posées pour la mise en oeuvre des mesures propres à stimuler le développement forestier et à accroître l'incidence économique de l'activité forestière au Québec. Les deux gouvernements ont entrepris des discussions en vue d'un éventuel renouvellement. En 1992-1993, le seul volet de l'entente qui sera appliqué sera celui portant sur la lutte contre le dépérissement des érablières.

Depuis la signature de l'entente, en 1985, les gouvernements fédéral et provincial ont versé respectivement 153,8 M\$ et 153,7 M\$. Étant donné les dépenses prévues en 1992-1993, la contribution totale de chaque gouvernement sera portée à 154,5 M\$.

Les remboursements fédéraux, qui se chiffraient à 0,9 M\$ en 1991-1992, devraient être de 0,4 M\$ en 1992-1993.

**RÉPARTITION DES FONDS AFFECTÉS À CETTE ENTENTE
(1985 À 1992, 1992-1993)**

PROGRAMMES/ACTIVITÉS	Dépenses ('000 \$)		Dépenses prévues ('000 \$)	
	1985-1992 Canada	1985-1992 Québec	1992-1993 Canada	1992-1993 Québec
I- Aménagement des forêts publiques				
- production de semences	634,9	634,9	-	-
- production de plants	5 501,0	5 501,1	-	-
- plantations	74 226,7	72 745,1	-	-
- entretien des aires régénérées	10 252,8	11 743,5	-	-
- recherche appliquée	4 104,6	4 095,4	-	-
Sous-total Forêts publiques	94 720,0	94 720,0	-	-
II- Aménagement des forêts privées				
- préparation de terrain	19 154,8	19 654,8	-	-
- mise en terre	25 455,6	24 955,6	-	-
Sous-total Forêts privées	44 610,4	44 610,4	-	-
III- Aménagement des terres fédérales	3 946,4	-	-	-
Sous-total Aménagement	3 956,4	-	-	-
IV- Infrastructure des pépinières	-	9 483,1	-	-
Sous-total Pépinières	-	9 483,1	-	-
V- Lutte contre le dépérissement des érablières				
- recherche accélérée et développement	953,8	953,8	-	-
- fertilisation	2 400,3	2 400,3	366,0	366,0
- gestion	952,0	662,7	232,0	521,3
Sous-total Dépérissement	4 306,1	4 016,8	598,0	887,3
VI- Gestion, communications, évaluation	5 303,1	-	-	-
Sous-total Gestion communications, évaluation	5 303,1	-	-	-
VII- Communications				
- activités régionales	429,1	429,1	-	-
- activités nationales	516,9	516,9	-	-
Sous-total Communications	946,0	946,0	-	-
TOTAL	153 842,0	153 776,3	598,0	887,3

4.2 ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT FORESTIER DE LA HAUTE CÔTE-NORD

L'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier de la haute Côte-Nord (1987-1992), qui a été signée le 22 décembre 1987, vise un double objectif :

- encourager et appuyer les activités d'aménagement forestier afin d'augmenter les volumes de bois disponibles et, ainsi, assurer la viabilité et la compétitivité de l'industrie des produits forestier à long terme.
- augmenter la productivité des forêts publiques de la haute Côte-Nord grâce, surtout, à l'entretien des aires régénérées artificiellement ou naturellement et à la conversion des peuplements indésirables.

RÉPARTITION DES FONDS AFFECTÉS À CETTE ENTENTE (1985 À 1992, 1992-1993)

PROGRAMME/ACTIVITÉ	Dépenses passées ('000 \$)		Dépenses prévues ('000 \$)	
	1985-1992		1992-1993	
	Canada	Québec	Canada	Québec
I- Aménagement				
- travaux préparatoires et connexes	1 040,3	2 309,1	56,2	170,8
- travaux préalables à la conversion des peuplements	766,0	766,0	30,0	30,0
- entretien des aires régénérées	3 208,3	2 834,9	353,9	127,3
Sous-total	5 014,6	5 910,0	440,1	328,1
II- Gestion, communication, évaluation	640,3	-	105,0	-
TOTAL	5 654,9	5 910,0	545,1	328,1

Depuis que cette entente a été conclue, en 1987, les gouvernements fédéral et provincial ont respectivement versé 5,7 M\$ et 5,9 M\$. Les dépenses prévues en 1992-1993 vont porter la contribution totale de chaque gouvernement à 6,2 M\$.

Les remboursements fédéraux se chiffreront respectivement à 1,3 M\$ et à 0,4 M\$ pour les exercices financiers 1991-1992 et 1992-1993.

4.3 REVENUS (ENTENTES CANADA/QUÉBEC INCLUSES)

Les revenus du ministère des Forêts proviennent surtout des droits perçus sur les volumes de matière ligneuse récoltés dans les forêts publiques (droits forestiers).

SOURCES DE REVENUS DU MFO ET PRÉVISIONS

SOURCES DE REVENUS	PRÉVISIONS ('000 \$)	
	1991-1992	1992-1993
<u>Droits et permis</u>		
Ressources forestières ⁽¹⁾	65 000	49 194
<u>Revenus divers</u>		
Vente de biens et services	355	473
Intérêts	580	600
Amendes et confiscations	2	2
Recouvrements	210	261
<u>Transferts du gouvernement du Canada (ententes)</u>		
Développement forestier	924	366
Développement forestier de la Haute Côte-Nord	1 264	440
TOTAL	68 335	51 336

⁽¹⁾ Déduction faite des crédits pour les travaux sylvicoles réalisés par les bénéficiaires de CAAF, la diminution prévue des revenus est principalement attribuable à une baisse du taux unitaire moyen (de 5,30 \$/m³ à 5,21 \$/m³) et à une augmentation des travaux sylvicoles et de récupération (8,3 M\$).

1. COORDINATION ET GESTION (PROGRAMME 01)

ÉLÉMENTS	1992-1993 ('000\$)	1991-1992 ('000\$)	VARIATION	
			('000\$)	%
01 Direction et soutien administratif	35 037,6	30 064,3	4 973,3	16,5
02 Administration régionale	22 296,1	22 738,4	(442,3)	(1,9)
TOTAL	57 333,7	52 802,7	4 531,0	8,6
Effectif régulier (ETC)	617	476	141	29,6
Effectif occasionnel (ETC)	246	315	(69)	(21,9)
Effectif total (ETC)	863	791	72	9,1

1.1 Présentation du programme 01

Ce programme permet d'orienter, de coordonner et d'encadrer l'ensemble des programmes du Ministère ainsi que de fournir aux diverses unités opérationnelles le support technique et administratif qui leur est nécessaire.

L'élément 01 **Direction et soutien administratif** couvre les activités qui relèvent de la direction du Ministère ainsi que la gestion des finances, du personnel, du matériel, des ressources matérielles et informationnelles et des communications essentielle au bon fonctionnement du MFO. À l'élément 02 **Administration régionale**, on retrouve les activités de soutien administratif requises pour les diverses administrations régionales du Ministère (bureaux régionaux et unités de gestion).

1.2 Bilan 1991-1992 et perspectives 1992-1993

En 1992-1993, comme en 1991-1992, le Ministère poursuivra ses efforts en vue de se doter de toutes les ressources humaines et financières dont il a besoin pour compléter la mise en place de sa structure organisationnelle et s'acquitter au mieux de ses divers mandats.

En 1991-1992, le MFO a terminé les négociations entreprises avec le ministère de l'Énergie et des ressources (MER) afin de conclure des ententes de services et déterminer les modalités à suivre pour terminer le partage des ressources qui s'imposait depuis la création du MFO.

1.3 Ressources financières et humaines

Le budget de ce programme croît de 4,5 M\$ (8,6 %). Cette augmentation permettra de financer en partie les activités découlant de la création du ministère des Forêts.

Les effectifs croîtront de 9,1 % pour permettre au MFO de compléter son organisation administrative.

2. GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER (PROGRAMME 02)

ÉLÉMENT	1992-1993	1991-1992	VARIATION	
	('000 \$)	('000 \$)	('000 \$)	%
01 Recherche - développement	13 380,7	13 758,8	(378,1)	(2,7)
02 Connaissance	17 431,6	18 164,7	(733,1)	(4,0)
03 Protection du milieu forestier	30 021,4	42 323,9	(12 302,5)	(29,1)
04 Politiques et programmes	26 796,4	11 574,5	15 221,9	131,5
05 Utilisation polyvalente de la forêt	27 479,3	26 220,7	1 258,6	4,8
TOTAL	115 109,4	112 042,6	3 066,8	2,7
Effectif régulier (ETC)	1 018	648	370	57,1
Effectif occasionnel (ETC)	217	635	(418)	(65,8)
Effectif total (ETC)	1 235	1 283	(48)	(3,7)

Présentation du programme

Responsable de la gestion des ressources forestières du domaine public, le Ministère doit planifier, contrôler et évaluer leur utilisation. Il lui faut évidemment favoriser l'accès à ces ressources et assurer le respect de leur polyvalence. Le MFO doit également protéger le milieu forestier contre les fléaux naturels ou provoqués par l'Homme. Pour jouer adéquatement ces rôles et favoriser le développement de l'industrie des produits forestiers, le Ministère se doit d'avoir une connaissance approfondie du milieu.

L'ensemble des ressources humaines et financières requises pour atteindre ces objectifs sont couvertes par le programme 02. Le budget prévu pour 1992-1993 comporte une hausse de 2,7 % par rapport à celui de 1991-1992.

2.1 RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT (ÉLÉMENT 02-01)

ÉLÉMENT	1992-1993	1991-1992	VARIATION	
	('000 \$)	('000 \$)	('000 \$)	%
01 Recherche - développement (RD)	13 380,7	13 758,8	(378,1)	(2,7)
Effectif régulier (ETC)	182	75	107	142,7
Effectif occasionnel (ETC)	1	134	(133)	(99,3)
Effectif total (ETC)	183	209	(26)	(12,4)

2.1.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

Depuis l'adoption du nouveau régime forestier, l'industrie québécoise des produits forestiers doit effectuer des travaux de mise en valeur des forêts. Toutefois, l'approfondissement des connaissances sur la ressource forestière incombe toujours au MFO. Conséquemment, le Ministère doit encourager et poursuivre la RD portant sur l'écologie, le rendement, la sylviculture, la protection, la gestion et l'amélioration des forêts ainsi que sur les effets réels des travaux sylvicoles, la récolte des bois et, enfin, leur transformation. Il lui faut également voir au transfert des nouvelles technologies.

Dans le cadre du programme de reboisement, on poursuit les travaux d'amélioration génétique entrepris pour identifier les meilleures sources de graines et sélectionner des variétés améliorées. De plus, les chercheurs du MFO s'efforcent de parfaire les techniques de production et de mise en terre des plants ainsi que les méthodes d'aménagement et de protection des plantations. Le but ultime de ces recherches est d'accroître le rendement et la productivité des aires reboisées.

Le Ministère effectue bon nombre de travaux de RD à l'interne, mais il en confie aussi à certains organismes externes de recherche. En 1992-1993, le Ministère consacrera une enveloppe totale de 15,7 M\$ à la recherche-développement (1), dont 5,2 M\$ iront défrayer des travaux effectués à l'extérieur.

2.1.2 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

A) Axes de recherche

Les principaux travaux de recherche effectués en 1991-1992 portaient sur l'écologie et la dynamique des forêts naturelles, la mise au point d'outils pour adapter les données écologiques à l'aménagement, l'élaboration de modèles de croissance et de tables de rendement, la confection d'outils informatiques permettant d'optimiser l'utilisation des données relatives aux placettes-échantillons permanentes, la télédétection et, enfin, sur les méthodes de coupe qui favorisent la régénération naturelle et la croissance des arbres.

(1) Y compris celle sur les produits forestiers, couverte par l'élément 02-04.

On terminera la mise en place du réseau de vergers à graines en 1992 et les travaux d'amélioration de deuxième génération seront accentués. Par ailleurs, on continuera d'étudier de nouveaux modes de production et de plantation de plants de grandes dimensions, de même que la dynamique de la végétation concurrente.

En matière de protection, l'accent a surtout été mis sur la mise en oeuvre d'un programme coordonné de recherche sur les insectes et maladies dans les forêts naturelles, sur le dépérissement des forêts (ampleur du phénomène, causes et correctifs) ainsi que sur l'évaluation de l'impact des polluants atmosphériques et des changements climatiques sur les écosystèmes forestiers. La dynamique de la Tordeuse des bourgeons de l'épinette, des parasites de ce ravageur et de la vulnérabilité des peuplements-hôtes ont continué d'être des sujets d'étude privilégiés.

Dans le domaine de la transformation, les principaux travaux ont porté sur les essences sous-utilisées (Mélèze, Bouleau, Peuplier), la réutilisation de la matière ligneuse (désencrage), le développement de nouveaux produits faits de bois et l'amélioration du rendement des procédés de transformation, compte tenu de leurs impacts environnementaux.

De plus, pour permettre la poursuite des travaux de recherche en cours et protéger les investissements déjà consentis, 90 forêts d'expérimentation ont été constituées et trois nouvelles forêts d'enseignement et de recherche ont été créées. Il y en a désormais dix au Québec.

B) Principaux résultats obtenus en 1991-1992

À cause de la nature même de son objet, la recherche forestière est généralement une entreprise à moyen et long terme. Toutefois, on obtient chaque année des résultats tangibles. Par exemple, on est parvenu à améliorer le taux de régénération du Bouleau jaune et à en augmenter l'accroissement brut, grâce à des coupes de jardinage. Nous avons également défini des critères de qualité de la régénération naturelle résineuse, élaboré des modèles d'éclaircie de l'Épinette noire et fixé des règles d'éclaircie des feuillus nobles.

La mise en place d'un réseau de monitoring de l'impact des stress environnementaux sur les principaux écosystèmes forestiers est terminée. Par ailleurs, les résultats des études sur la fertilisation nous ont permis de mettre en oeuvre un programme de lutte contre le dépérissement des érablières. Grâce aux travaux sur la dynamique des populations de TBE, nous espérons pouvoir en arriver à prévoir les migrations de l'insecte. Les résultats des recherches visant à mettre au point des formulations de B.T. plus efficaces sont fort encourageants; on parviendra sûrement à réduire les quantités d'insecticide requises. Nous connaissons de mieux en mieux les facteurs qui affectent la vulnérabilité des peuplements face à la TBE et pouvons ainsi proposer certaines mesures préventives.

Nous mettons présentement au point de nouveaux modèles mathématiques pour la tarification forestière et la détermination de la valeur des traitements sylvicoles. Les avantages du carbonate de cuivre pour la culture des plants en récipients a été démontrée et nous avons effectué les démarches requises pour que les producteurs tiennent compte de ces résultats.

En 1991-1992, les chercheurs de la Direction de la recherche ont publié plus de 145 articles scientifiques, documents et rapports divers. De plus, ils ont participé à quelque 115 congrès et colloques, généralement à titre de conférenciers, et ils ont fait bénéficier une cinquantaine de comités ou groupes de travail de leurs connaissances.

C) Perspectives 1992-1993

En collaboration avec le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le Centre de valorisation de la biomasse, le ministère des Forêts participera à la mise sur pied d'un consortium visant à promouvoir le compostage des résidus forestiers. Rappelons que le compostage constitue l'option d'autant plus intéressante que le produit fini peut servir à l'amendement des sols; ce n'est évidemment pas le cas lorsque les résidus sont enfouis ou incinérés.

Dans les domaines de la production et de la conservation des semences, des boutures et des plants, on continuera d'expérimenter les techniques permettant de cultiver des plants de fortes dimensions, munis de systèmes racinaires exempts de malformations. On entreprendra également d'autres travaux pour éliminer les pathogènes racinaires, minimiser les dommages que les insectes infligent aux cônes et aux graines et reproduire les embryons de semences.

De nombreux documents seront publiés, notamment sur l'érablière et la sapinière, l'éducation des peuplements feuillus, l'éclaircie des pinèdes, la modélisation de la croissance et du rendement des pessières noires, etc.

Toujours soucieux de propager les connaissances acquises, les chercheurs de la Direction participeront cette année encore à des réunions scientifiques aussi nombreuses que diversifiées.

2.1.3 RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

La recherche-développement sur les ressources forestières est couverte par l'élément de programme 02-01 alors que celle portant sur les produits forestiers est défrayée par l'élément de programme 02-04.

En 1992-1993, le budget total consacré à la recherche-développement se chiffrera à 15,7 M\$, une légère diminution par rapport à l'exercice précédent.

BUDGET DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SELON LES ÉLÉMENTS DE PROGRAMME ET LES ACTIVITÉS

	1992-1993	1991-1992	Variation	
	('000 \$)	('000 \$)	('000 \$)	%
Élément de programme 02-01				
Génétique forestière	2 387,2	2 701,5	(314,3)	(11,6)
Semences, boutures et plants	999,8	872,4	127,4	14,6
Aménagement des plantations	1 003,8	961,8	42,0	4,4
Écologie et inventaire	1 377,7	1 472,2	(94,5)	(6,4)
Aménagement des forêts naturelles	1 142,8	1 195,8	(53,0)	(4,4)
Économie forestière	179,1	95,0	84,1	88,5
Protection des forêts	1 900,1	1 848,3	51,8	2,8
Transfert technologique	474,0	505,8	(31,8)	(6,3)
Laboratoires	2 432,3	2 549,5	(117,2)	(4,6)
Direction	1 483,9	1 556,5	(72,6)	(4,7)
Sous-total	13 380,7	13 758,8	(378,1)	(2,7)
Élément de programme 02-02				
Écologie et inventaire	199,2	201,0	(1,8)	(0,9)
Économie forestière	20,5	20,5	---	---
Protection des forêts	79,5	79,5	---	---
Laboratoires	93,0	94,0	(1,0)	(1,1)
Sous-total	392,2	395,0	(2,8)	(0,7)
Élément de programme 02-04				
Transformation des bois	1 398,4	1 400,0	(1,6)	(0,1)
Élément de programme 03-01				
Semences, bouture et plants	103,0	103,0	---	---
Aménagement des plantations	59,4	87,2	(27,8)	(31,9)
Écologie et inventaire	30,8	66,1	(35,3)	(53,4)
Aménagement des forêts naturelles	5,0	23,0	(18,0)	(78,3)
Sous-total	198,2	279,3	(81,1)	(29,0)
Élément de programme 03-03				
Semences, boutures et plants	100,0	100,0	---	---
Laboratoires	213,0		213,0	---
Sous-total	313,0	100,0	213,0	213,0
TOTAL GÉNÉRAL	15 682,5	15 933,1	(250,6)	(1,6)

2.2 LA CONNAISSANCE (ÉLÉMENT 02-02)

ÉLÉMENT	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)	VARIATION	
			('000 \$)	%
02 Connaissance	17 431,6	18 164,7	(733,1)	(4,0)
Effectif régulier (ETC)	110	72	38	52,8
Effectif occasionnel (ETC)	15	60	(45)	(75,0)
Effectif total	125	132	(7)	(5,3)

2.2.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

Cet élément de programme couvre trois activités essentielles à la gestion efficace du milieu forestier :

- la connaissance de la forêt,
- la mise à jour des connaissances,
- l'évaluation de l'offre de matière ligneuse.

2.2.2 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

2.2.2.1 CONNAISSANCE DE LA FORÊT

La connaissance de la forêt s'acquiert par des inventaires qui permettent de localiser, qualifier et quantifier les ressources forestières québécoises. Selon l'information requise, on a recours à divers types d'inventaires : inventaire de base, pour l'évaluation des stocks forestiers disponibles, inventaires écologiques, pour la classification des forêts, sondages permanents, pour suivre l'évolution des peuplements, etc.

A) Bilan 1991-1992

Programme de connaissance de la ressource forestière

En 1991, le deuxième programme d'inventaire forestier, qui avait été amorcé en 1981, a pris fin. Les travaux ont porté sur une superficie de 475 000 km², soit tout le territoire couvert par des CAAF et celui de la forêt privée. Le troisième programme d'inventaire tiendra compte des variables écologiques essentielles à l'aménagement forestier intensif et à la protection du milieu. Le calendrier des travaux est déjà arrêté.

Au cours du dernier exercice financier, le Ministère a :

- publié les cartes des dépôts de surface et des districts écologiques de territoires totalisant 99 500 km² dans les régions administratives de la Gaspésie (11), du Bas-Saint-Laurent (01) et de l'Abitibi-Témiscamingue (08);
- établi 4 500 points d'observation en vue d'étudier en détail les écosystèmes forestiers des régions administratives du Saguenay-Lac-Saint-Jean (02), de l'Outaouais (07) et de l'Abitibi-Témiscamingue (08);
- classé les données écologiques recueillies dans les territoires qui seront cartographiés en 1991-1992 et établi les sères physiographiques de ces mêmes superficies;
- effectué les travaux de photographie aérienne requis pour dresser les cartes écoforestières de territoires totalisant 74 800 km², dans les régions administratives du Saguenay-Lac-Saint-Jean (02), de l'Outaouais (07) et de Montréal (06). Nous obtiendrons sous peu les cartes écoforestières de l'unité de gestion de Charlevoix (33) et d'une partie de celle des Laurentides (32).

L'inventaire d'exploration

À cette fin, on a pris des photographies aériennes du territoire qui s'étend depuis le nord de la limite du territoire d'aménagement et le 52^e degré de latitude nord. Par la suite, on a échantillonné 318 placettes permanentes afin de dresser des cartes forestières qui couvriront une zone de 47 000 km² située dans la région administrative de la Côte-Nord.

L'inventaire de reconnaissance

On a poursuivi la cartographie de la végétation du Grand-Nord à l'aide d'outils de télédétection (150 000 km²).

Autres travaux

Au cours de l'année 1991-1992, le Service des inventaires forestiers a :

- terminé la rédaction de nouvelles normes relatives aux placettes-échantillons permanentes et temporaires;
- complété l'établissement d'un réseau de placettes permanentes pour la détection des problèmes entomologiques et pathologiques;
- réalisé un projet d'analyse de tiges visant à suivre l'évolution de la productivité des principaux types écologiques dans l'unité de gestion de Grand-Portage (11);
- mis au point divers outils d'aménagement forestier, dont un guide pour la description des caractéristiques physiques et topographiques des aires communes qui facilite l'élaboration des plans généraux.

B) Perspectives 1992-1993

Au cours de l'exercice financier 1992-1993, le Ministère poursuivra le programme de connaissance de la ressource forestière, notamment avec le début du troisième programme d'inventaire forestier.

ACTIVITÉS LIÉES À LA CONNAISSANCE DES FORÊTS

ACTIVITÉS	PRODUCTIONS 1991-1992	PRÉVISIONS 1992-1993
Programme de connaissance		
- Districts écologiques	99 500 km ²	46 000 km ²
- Inventaire écologique	4 400 PO	4 000 PO
- Cartographie écoforestière	44 500 km ²	66 000 km ²
- Inventaire temporaire	---	3 800 PET
- Inventaire permanent	---	2 200 PEP
- Prise de photographies 1:15 000	74 800 km ²	36 000 km ²
Inventaire d'exploration		
- Cartographie 1:50 000	47 000 km ²	---
- Prise de vues 1:40 000	32 000 km ²	1 700 km ²
- Inventaire permanent	318 PEP	---
Inventaire de connaissance		
- Cartographie 1:250 000	150 000 km ²	---
Réseau de détection (SPIM)	296 PEP	---

PEP : Placettes-échantillons permanentes

PET : Placettes-échantillons temporaires

PO : Points d'observation

2.2.2.2 MISE À JOUR

Les données dont on dispose sur les forêts publiques doivent être constamment mises à jour afin de situer, qualifier et quantifier tous les changements qui y surviennent. Pour s'acquitter de cette tâche, on doit périodiquement effectuer des levés aériens et terrestres ainsi que des travaux de suivi cartographique et dendrométrique des interventions.

A) Bilan 1991-1992

Suivi cartographique des interventions

En 1991-1992, on a fait ce genre de suivi sur des superficies totalisant quelque 4 000 km²; 950 cartes forestières à l'échelle 1:20 000 ont été mises à jour et 800 cartes (feuillet 1 : 20 000) d'interventions forestières ont été confectionnées.

Conformément aux recommandations du Comité d'actualisation de la comptabilité, certaines phases des travaux ont été régionalisées : photo-interprétation, planimétrie, etc.

La saisie et le traitement des données sont désormais informatisés et le nouveau mode de comptabilité forestière est en place.

Autres activités

Le service a implanté un réseau de placettes-échantillons permanentes afin d'effectuer le suivi dendrométrique des interventions forestières et connaître l'effet réel des travaux sur le rendement des forêts à moyen et long terme.

On a amorcé les travaux de mise au point d'une méthode basée sur la télédétection pour mettre les cartes des forêts privées à jour chaque année.

B) Perspectives 1992-1993

Le Ministère poursuivra la mise au point d'outils nécessaires pour mieux connaître les différents paramètres qui influencent le couvert forestier.

Il mettra à jour 950 cartes forestières à l'échelle 1:20 000, confectionnera 1 150 cartes d'interventions et photographiera un territoire de 4 000 km².

Le projet pilote de suivi dendrométrique des interventions se poursuivra et, par la suite, on élaborera des programmes informatiques pour le traitement des données acquises et la modélisation du vieillissement des placettes temporaires.

En matière de télédétection, les travaux visant à l'élaboration d'une méthode de mise à jour des cartes des forêts privées seront poursuivis. On fournira également le support requis aux gens qui s'intéressent aux projets de cet ordre.

2.2.2.3 ÉVALUATION DE L'OFFRE DE MATIÈRE LIGNEUSE

Le Ministère évalue la possibilité forestière de chaque aire commune et il analyse les besoins actuels et futurs des usines afin d'attribuer les bois des forêts du domaine public le plus rationnellement possible, compte tenu des autres sources d'approvisionnement disponibles.

A) Bilan 1991-1992

À cause du contexte économique difficile, plusieurs usines de transformation des produits forestiers ont changé de propriétaire. Conséquemment, certains contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) ont été résiliés et d'autres ont été accordés. En 1991-1992 le nombre de CAAF est passé de 297 à 276.

On a poursuivi le processus de réflexion et d'analyse entrepris pour mettre au point une méthode d'évaluation de l'offre dans les forêts privées.

B) Perspectives 1992-1993

En 1992-1993, les détenteurs de CAAF devront soumettre au MFO des plans généraux et quinquennaux d'aménagement ainsi qu'un plan annuel d'intervention. L'analyse de ces plans requerra, d'une part, de nouveaux outils et, d'autre part, l'adoption d'un processus d'approbation. Des critères devront également être définis en vue de la prolongation des CAAF. Par la suite, des efforts importants seront consentis pour la formation des ressources humaines.

Les plans généraux et quinquennaux d'aménagement déposés par les bénéficiaires de CAAF seront accessibles au public et certains feront l'objet de consultations interministérielles.

RÉPARTITION DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT ET D'AMÉNAGEMENT FORESTIER SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES (31 MARS 1992)

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	NOMBRE DE CAAF
Bas-Saint-Laurent	40
Saguenay-Lac-Saint-Jean	48
Québec	32
Trois-Rivières	26
Estrie	5
Montréal	39
Outaouais	19
Abitibi-Témiscamingue	32
Côte-Nord	10
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25
TOTAL	276

Note : Le CAAF est comptabilisé dans la région où est située l'usine pour laquelle il a été attribué.

2.2.2.4 RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

Les crédits alloués à la connaissance de la forêt en 1992-1993 ont baissé de 0,7 M\$ (4,0 %) par rapport à 1991-1992. Cette baisse s'explique par la révision du troisième programme d'inventaire forestier qui a été étalé sur une période de 15 ans. Les ressources humaines subissent aussi une baisse de 5,3 %.

2.3 PROTECTION DU MILIEU FORESTIER (ÉLÉMENT 02-03)

ÉLÉMENT	1992-1993 ('000\$)	1991-1992 ('000\$)	VARIATION	
			('000\$)	%
03 Protection du milieu forestier	30 021,4	42 323,9	(12 302,5)	(29,1)
Effectif régulier (ETC)	86	40	46	115,0
Effectif occasionnel (ETC)	40	88	(48)	(54,5)
Effectif total (ETC)	126	128	(2)	(1,6)

2.3.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

Les forêts québécoises sont régulièrement victimes du feu, des épidémies d'insectes et des maladies qui affectent l'approvisionnement des usines de transformation et les activités qui dépendent des ressources forestières.

Le ministère des Forêts a confié la responsabilité de protéger les forêts du Québec contre le feu à sept organismes sans but lucratif qui regroupent les principaux utilisateurs forestiers : les Sociétés de conservation.

En matière de protection contre les insectes et les maladies, les activités de détection et de développement incombent au Service de la protection contre les insectes et les maladies alors que la lutte proprement dite est confiée à la Société de protection des forêts contre les insectes et maladies (SOPFIM).

Cet élément de programme couvre les activités suivantes :

- prévention et lutte contre les feux de forêt;
- prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres;

2.3.2 BILAN 1991-92 ET PERSPECTIVES 1992-1993

L'exercice financier 1991-1992 a été marqué par des incendies majeurs qui ont dévasté de grandes superficies forestières, notamment sur la Côte-Nord, et par une réduction de la lutte contre les insectes et les maladies.

En 1992-1993, on envisage restructurer le système de protection contre le feu. Les activités devraient se poursuivre au rythme actuel. Néanmoins, le reflux de l'épidémie de tordeuses des bourgeons de l'épinette devrait entraîner un ralentissement des opérations de lutte pour une deuxième année consécutive.

Prévention et lutte contre les feux de forêt

Ces activités ont pour but de minimiser les dommages causés par les feux de forêt tout en maintenant le coût des opérations dans des limites acceptables.

La saison de protection commence généralement en avril et se prolonge jusqu'en novembre. On protège de façon intensive quelque 486 000 kilomètres carrés de forêts commercialement exploitables.

Tableau 1
CAUSES DES FEUX DE FORÊT AU QUÉBEC

Cause	Saison 1991		Moyenne des 15 dernières années	
	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)
Foudre	434	337 471	228	40 401
Récréation	341	1 540	378	2 386
Autres	372	40 841	508	16 442
TOTAL	1 147	379 852	1 114	59 229

L'efficacité de la lutte contre les feux de forêt dépend en grande partie de la capacité de déceler les conditions critiques et de lancer, à point nommé, une attaque initiale vigoureuse.

Le Québec dispose d'un ensemble appréciable de ressources pour protéger ses forêts contre l'élément destructeur :

- sept sociétés de conservation;
- un centre national de coordination de la lutte;
- un centre de transfert de technologie;
- un réseau informatisé de transmission des données météo relié à Forêt-Météo;
- une trentaine d'avions et dix hélicoptères pour patrouiller le territoire;
- 20 avions-citernes;
- quelque 550 spécialistes de la lutte au sol.

Tableau 2
COÛT DE LA PROTECTION DES FORÊTS
CONTRE LE FEU AU QUÉBEC (1991-1992)

Catégorie de coûts	Dépenses (M\$)	% par rapport au coût total
1- Coûts de base	0,6	1,1
2- Coûts de prévention	29,2	55,0
3- Coûts d'extinction	23,3	43,9
TOTAL	53,1	100,0

Le Ministère assume les coûts de base en entier et il défraie une partie des coûts de prévention et d'extinction, car il paie aux Sociétés de conservation les coûts de la protection des forêts publiques non allouées et des forêts privées de moins de 800 ha.

Les frais de protection des forêts publiques qui font l'objet de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier et des propriétés privées de 800 ha et plus sont payés à 50 % par le MFO. L'industrie et les propriétaires se partagent le reste de la facture.

Le MFO est également responsable de la protection des forêts nordiques. Toutefois, dans les zones où l'on effectue des travaux de développement hydroélectrique, cette tâche incombe à Hydro-Québec qui la confie à son tour à la Société de conservation du Nord-Ouest.

En 1992-1993, le Ministère entend maintenir les activités de protection contre les incendies à leur niveau actuel. Toutefois, de concert avec les Sociétés de conservation, il mettra en place les premiers éléments d'une nouvelle structure unifiée. On espère ainsi optimaliser les résultats tout en maintenant les coûts à un niveau acceptable.

Tableau 3
RÉPARTITION DES PAIEMENTS AUX SOCIÉTÉS DE CONSERVATION
1992-1993

Société de conservation	Paielements du ministère ('000)
Gaspésie	2 146,7
Sud du Québec	1 980,1
Québec-Mauricie	2 775,9
Côte-Nord	3 035,0
Saguenay-Lac Saint-Jean	2 831,4
Outaouais	2 701,9
Nord-Ouest	3 035,0
Sous-total	18 506,0
Services centraux	697,0
Crédits permanents (extinction des feux)	2 500,0
TOTAL	21 703,0

Les paiements du Ministère aux diverses sociétés de conservation varient selon la superficie dont il assume la responsabilité.

Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres

Ces activités visent évidemment à minimiser les pertes attribuables aux insectes nuisibles et aux maladies des arbres.

En 1991-1992, le Ministère a poursuivi ses travaux en vue de mettre au point des outils de prise de décision propres à améliorer les stratégies de protection des forêts :

- mise au point d'un système permettant de réduire la vulnérabilité des peuplements forestiers face aux insectes et aux maladies;

- établissement d'un réseau de parcelles permanentes intégré à celui destiné à l'inventaire forestier. Ces placettes seront visitées chaque année, lors du relevé des insectes et maladies, et tous les dix ans, lors de l'inventaire décennal. Le réseau compte présentement 1 250 stations. Les visites annuelles débuteront en 1992-1993.

Le relevé général des insectes et maladies est effectué pour faciliter la détection hâtive des problèmes qui peuvent affecter nos forêts. En 1991-1992, nous avons :

- visité 4 291 sites d'observation;
- rédigé 4 863 rapports d'échantillonnage;
- effectué des relevés aériens sur une superficie totale de 52 200 km²;
- dressé le bilan de santé de 443 plantations de pins et de 487 plantations d'épinettes;
- inspecté 49 pépinières publiques et privées ainsi que quelque 318 millions de plants à certifier et 387 autres millions de plants à des fins de prévention.

Le relevé général montre qu'en 1991, les forêts résineuses ont surtout été affectées par la Tordeuse des bourgeons de l'épinette et l'Arpenteuse de la pruche alors que la Livrée des forêts et la Tordeuse du tremble se sont attaquées aux forêts feuillues. Dans les plantations, les dégâts ont surtout été attribuables au Charançon du pin blanc, à la Tenthrède à tête jaune de l'Épinette et au Chancre scléroderrien. La pourriture racinaire, le Charançon noir de la vigne, le Charançon de la racine du fraisier ainsi que la moisissure grise et les moisissures nivales ont entraîné des pertes importantes dans les pépinières. On n'est pas encore parvenu à enrayer le dépérissement des érablières.

Le Ministère a confié à la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies la réalisation de son 22^e programme de lutte contre la Tordeuse des bourgeons de l'épinette. Pour ce faire, la SOPFIM a eu recours à un insecticide biologique, le **Bacillus thuringiensis (B.T.)**. Les arrosages ont commencé le 5 juin pour se terminer le 3 juillet. Un quadrimoteur et dix-neuf monomoteurs ont été utilisés pour couvrir une superficie de 137 633 hectares à l'intérieur de laquelle 64 366 hectares, plus gravement infestés, ont reçu une double application d'insecticide.

TABLEAU 4

SUPERFICIES TRAITÉES CONTRE LA TORDEUSE DES BOURGEONS DE L'ÉPINETTE
(hectares)

RÉGIONS	1990-1991	1991-1992	1992-1993
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie (forêts)	531 193	93 868	21 450
Côte-Nord (forêts publiques)	-	37 087	5 800
Gaspésie (forêts privées)	-	6 678	450
TOTAL	531 193	137 633	27 700

En 1992-1993, on prévoit maintenir les travaux de prévention (inventaire et évaluation) au niveau de 1991-1992. La SOPFIM sera chargée de traiter, contre la Tordeuse des bourgeons de l'épinette, des superficies totalisant quelque 27 700 hectares, dans les régions administratives du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie et de la Côte-Nord.

TABLEAU 5

COÛT DE LA PROTECTION DES FORÊTS
CONTRE LES INSECTES ET MALADIES AU QUÉBEC (1991-1992)

Catégorie de coûts	Dépenses (M \$)	% par rapport au coût total
1 - Coûts de prévention et détection	2,3	35
2 - Coûts de lutte	4,2	65
TOTAL	6,5	100

Le MFO assume la totalité des coûts inhérents à la prévention et à la détection. Il défraie les coûts de la protection des forêts publiques non allouées et des forêts privées de moins de 800 ha. De plus, le Ministère prend à sa charge 50 % des coûts de la lutte dans les forêts publiques qui font l'objet de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier et les boisés privés de 800 ha et plus. Le reste des coûts est imputable à l'industrie et aux propriétaires.

2.3.3 RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

En 1992-1993, les crédits alloués à la protection du milieu forestier connaîtront une baisse de 12,3 M\$ (29,1 %) par rapport à 1991-1992. Cette diminution s'explique par le fait que les dépenses d'extinction des feux ont largement dépassé la réserve annuelle de 2,5 M\$ inscrite au budget 1991-1992. La réduction de l'épidémie de tordeuses des bourgeons de l'épinette contribue également, dans une moindre mesure, à la diminution des crédits alloués à la protection des forêts

ACTIVITÉS	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)	VARIATION	
			('000 \$)	%
Prévention et lutte contre les feux de forêt	21 703,0	33 573,2	(11 870,2)	(35,4)
Prévention et lutte contre les insectes et les maladies des arbres	8 318,4	8 750,7	(432,3)	(4,9)
TOTAL	30 021,4	42 323,9	(12 302,5)	(29,1)
Effectif régulier (ETC)	86	40	46	115,0
Effectif occasionnel (ETC)	40	88	(48)	(54,5)
Effectif total (ETC)	126	128	(2)	(1,6)

2.4 POLITIQUES ET PROGRAMMES (ÉLÉMENT 02-04)

ÉLÉMENT	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)	VARIATION	
			('000 \$)	%
04 Politiques et programmes	26 796,4	11 574,5	15 221,9	131,5
Effectif régulier (ETC)	130	82	48	58,5
Effectif occasionnel (ETC)	2	61	(59)	(96,7)
Effectif total (ETC)	132	143	(11)	(7,7)

2.4.1 Présentation de l'élément

Cet élément de programme regroupe les activités visant à traduire en stratégies et en programmes les orientations, les objectifs et les priorités ministériels en matière de développement industriel, d'aménagement des forêts publiques, de mise en valeur des forêts privées et de protection de l'environnement.

2.4.2 Aménagement forestier

Les activités regroupées sous cette appellation ont pour but de proposer les normes et les programmes requis pour mettre les politiques ministérielles en oeuvre. Ces normes et programmes concernent notamment la gestion des forêts, l'aménagement et l'utilisation polyvalente des ressources forestières ainsi que le suivi des interventions faites en milieu forestier.

En 1991-1992, le **Projet de stratégie de protection des forêts** a monopolisé une bonne part de nos énergies. La Commission sur la protection des forêts du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement a traduit les représentations qui lui ont été faites lors des audiences en 73 propositions, dont le Ministère fait présentement l'analyse.

À la suite d'une entente interministérielle signée par le MFO, le MLCP et le MENVIQ, un projet pilote de gestion intégrée des ressources a été mis sur pied. Des études ont été entreprises dans deux territoires forestiers distincts pour approfondir notre connaissance du dynamisme des écosystèmes forestiers et, plus particulièrement, des relations qui existent entre la forêt, la faune, l'eau et le paysage, afin de parvenir à les traduire dans des modèles simulant divers scénarios d'intervention. On pourra alors évaluer plus précisément la pertinence et les conséquences des travaux d'aménagement proposés.

On a également étudié la possibilité d'élaborer un nouveau modèle de simulation de la possibilité forestière à la fois plus fonctionnel et mieux adapté.

Le Ministère a également entrepris la révision du **Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public** devenue nécessaire en raison des recommandations des comités interministériels régionaux et des demandes des autochtones. Un projet de modification sera transmis au COMPADRE au début de 1993. La partie du règlement qui concerne les habitats fauniques a été harmonisée au projet de **Règlement sur les habitats fauniques**.

En 1992-1993, on poursuivra les travaux entrepris au cours du dernier exercice financier. La version finale de la **Stratégie de protection des forêts** sera soumise au Conseil des ministres.

2.4.3 Mise en valeur de la forêt privée

La forêt privée québécoise couvre quelque 6 millions d'hectares; elle occupe donc 10 % du territoire forestier productif du Québec et elle comble environ 20 % des besoins de matière ligneuse des usines de transformation.

Le législateur a d'ailleurs reconnu son importance dans la **Loi sur les forêts** (L.R.Q., chapitre F-4.1). Le ministre des Forêts peut :

- élaborer des plans et programmes de mise en valeur des forêts privées;
- accorder une aide financière aux producteurs forestiers reconnus ainsi qu'à leurs regroupements;
- favoriser le reboisement par la récolte de semences, le maintien et le développement de pépinières, la distribution de plants, la plantation d'arbres, le prêt de machinerie, l'achat et le remembrement de terrains, etc;
- émettre aux producteurs forestiers reconnus, qui ont effectué des travaux sylvicoles prévus dans leur plan d'intervention, des certificats leur permettant de demander le remboursement d'une partie de leurs taxes foncières.

En 1991-1992, près de 4 000 propriétaires de boisés privés ont obtenu le statut de producteur forestier, ce qui porte le total actuel à 34 000. Plus de 6 000 de ces producteurs ont reçu un certificat pour le remboursement des taxes foncières versées en 1990. Par ailleurs, le Ministère a dépensé environ 32 millions de dollars pour la mise en terre de 51 millions de plants et l'exécution de divers travaux sylvicoles sur une superficie totale d'environ 70 000 hectares. Il a enfin accordé son soutien technique et financier à la Fédération des producteurs de bois (FPBQ) pour création d'outils de gestion forestière.

En 1992-1993, le Ministère continuera de fournir l'aide financière requise pour réaliser divers travaux forestiers (reboisement, sylviculture, fertilisation des érablières, amélioration des ravages de cerfs de Virginie, drainage et voirie forestière). Toutefois, les propriétaires devront désormais défrayer 15 % des coûts estimés de ces travaux.

En collaboration avec la FPBQ, le MFO poursuivra les travaux portant sur la connaissance et la gestion de la forêt privée afin de mieux adapter la programmation des interventions forestières au contexte de chaque région. On ira de l'avant avec

l'étude des mécanismes fiscaux susceptibles de favoriser la mise en valeur des boisés privés, la revalorisation du plan de gestion et la part à accorder à l'éducation des peuplements.

2.4.4 Environnement

Cet élément de programme regroupe les activités ayant pour but d'assurer que les plans d'actions et les projets concernant le secteur forestier sont basés sur des évaluations et des études pertinentes, que leur mise en oeuvre s'accompagne de travaux de suivi environnemental, qu'ils tiennent vraiment compte de la polyvalence du milieu forestier et respectent l'intégrité des écosystèmes. En 1992-1993, nous nous efforcerons de mieux structurer les travaux de la Direction afin d'atteindre ces objectifs.

A) Évaluation environnementale

L'évaluation environnementale, qui vise à prévenir les impacts négatifs que les travaux d'aménagement pourraient avoir sur le milieu forestier, est basée sur l'analyse de données et, notamment, sur celle des résultats des travaux de suivi environnemental. Elle permet d'émettre des avis et recommandations avant la mise en oeuvre des programmes et projets de même qu'en vue de la modification des lois et règlements.

En 1992-1993, on définira une approche d'évaluation environnementale dans le domaine de la foresterie et on tentera de construire des systèmes informatisés pour faciliter la démarche et gérer la documentation. Une importance toute spéciale sera accordée aux activités d'évaluation environnementale requises pour les projets d'aménagement forestier.

B) Suivi environnemental

Cette activité vise à connaître les effets des interventions du Ministère sur les divers systèmes écoforestiers et à s'assurer qu'elles sont sécuritaires pour l'environnement, la santé des travailleurs et celle de la population. Elle présuppose l'émission d'avis et de recommandations, l'élaboration de normes ainsi que la réalisation de travaux de surveillance et de suivi lors de la mise en oeuvre des programmes de protection contre les ravageurs forestiers, de valorisation sylvicole des boues d'épuration, d'entretien de la régénération et de production de plants, par exemple. En 1992-1993, en collaboration avec divers ministères et l'industrie, on prévoit élaborer un programme de suivi environnemental des activités d'aménagement forestier qui pourraient découler du **Projet de stratégie de protection des forêts**.

Les études effectuées conjointement avec le CTQ et d'autres organismes de santé, en matière de santé et de sécurité au travail, seront poursuivies. Ces travaux permettront éventuellement d'évaluer l'exposition professionnelle des travailleurs préposés au maniement ou aux pulvérisations de pesticides ainsi que l'effet des moyens disponibles (outils mécanisés, par exemple) pour remplacer ces produits.

Des sessions de formation seront offertes aux employés concernés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Ministère. Par ailleurs, on continuera d'éliminer les résidus de pesticides dans les différentes installations du Ministère et on poursuivra le programme de suivi de la qualité des eaux de surface et souterraines dans les pépinières.

De plus, le Ministère continuera d'évaluer l'influence des polluants atmosphériques sur les écosystèmes forestiers à sa station de mesure de Duchesnay.

L'analyse écotoxicologique de la mousse extinctrice employée pour lutter contre les feux de forêts continuera de faire l'objet de travaux conjoints avec le MENVIQ. Cette étude prendra fin au cours de l'année 1992.

2.4.5 Développement industriel

En 1991-1992, les activités du Ministère en matière de développement technologique et industriel visaient à :

- analyser les politiques commerciales internationales et défendre les intérêts de l'industrie québécoise des produits forestiers;
- prospecter les investissements étrangers et promouvoir les nouvelles technologies de fabrication;
- assurer l'utilisation optimale des diverses sources de matière ligneuse, conformément à la **Loi sur les forêts**;
- encourager la concertation en vue de créer une grappe industrielle dans le domaine des produits forestiers;
- fournir à l'industrie l'aide technique, administrative et financière dont elle a besoin;
- promouvoir et structurer le développement technologique du Québec.

2.4.5.1 Développement technologique et industriel

A) Assistance technique

En 1991-1992, le Ministère a apporté son soutien à différentes études de faisabilité dans le domaine des pâtes et papiers. Par l'intermédiaire du Groupe d'ingénierie du bois du CRIQ, il a de plus accordé son concours à l'industrie du sciage. En 1992-1993, plusieurs études de faisabilité seront amorcées dans le cadre du **Programme de relance des scieries**.

De même, les efforts entrepris pour étudier les technologies permettant de rencontrer les normes européennes en matière de bois d'oeuvre et promouvoir les nouvelles valeurs de calcul du bois d'oeuvre québécois destiné aux États-Unis seront poursuivis en 1992-1993.

B) Développement technologique

Plusieurs projets de développement technologique liés à la transformation de la matière ligneuse sont présentement soutenus financièrement par le Ministère.

En 1991-1992, le MFO a chargé le CRIQ de réaliser certains projets visant à optimiser les procédés de sciage, à découvrir de nouvelles utilisations pour les sous-produits du bois, à élaborer de nouvelles méthodes de protection des bois, à faire le point sur la valorisation des résidus industriels et à tracer le profil technologique de certains produits ou procédés d'avenir.

En 1992-1993, le Ministère mettra l'accent sur les bois feuillus, les produits à valeur ajoutée et les emballages. Il collaborera avec l'industrie et Forintek pour mettre au point un procédé de «vision artificielle» permettant d'identifier les essences de bois grâce au laser.

C) Soutien du développement industriel

a- Promotion des investissements

En 1991-1992, la Direction du développement industriel a organisé cinq missions hors Québec axées sur les technologies du bois et les pâtes et papiers. Nous prévoyons en faire autant en 1992-1993 afin de rencontrer des investisseurs éventuels, découvrir de nouvelles technologies et promouvoir celles qui sont mises au point au Québec.

Par ailleurs, une mission technologique sera effectuée pour étudier les normes ISO 9000 et voir comment les industries québécoises pourraient s'y conformer.

b- Comités spéciaux

En 1991-1992, le gouvernement avait chargé le MFO de coordonner les travaux du Groupe d'action sur l'avenir des produits forestiers qui a remis ses recommandations au ministre des Forêts et à celui de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie le 18 février 1992. Le groupe devrait poursuivre ses travaux en 1992-1993 afin de favoriser la création d'une grappe industrielle dans le domaine des produits forestiers.

c- Expertise et soutien technique accordés à certains projets d'investissement

Le Ministère collabore étroitement avec la SDI, l'OPDQ et Rexfor pour favoriser la réalisation de projets d'implantation, de relance et de modernisation d'usines de transformation des produits forestiers. En 1991-1992, les professionnels du MFO ont fourni l'expertise et le soutien technique requis pour 279 dossiers.

AVIS ÉMIS EN 1991-1992

Organisations	Nombre
SDI	44
Rexfor	2
OPDQ	21
Autres organisations	57
MFO	155
<hr/>	
Total	279

d- Promotion du bois de deuxième transformation

Le Ministère a participé financièrement à une étude de faisabilité en vue de la création d'un bureau de promotion des industries du bois de deuxième transformation. Ce projet devrait se concrétiser en 1992-1993.

2.4.5.2 Études économiques et commerciales**A) Études économiques**

À la demande du CMPDE, le Ministère a préparé un document de première importance sur la situation et les perspectives d'avenir de l'industrie québécoise des pâtes et papiers. On y fait état de la demande, de la capacité de production et de la compétitivité de cette industrie.

La conjoncture actuelle exige la cueillette et le maintien à jour de données sur les fermetures et réouvertures d'usines de bois de sciage résineux et sur l'industrie des palettes de bois. Par ailleurs, nous avons évalué les retombées économiques des principaux projets d'investissement.

En 1992-1993, le MFO publiera un bulletin trimestriel sur la situation de l'industrie des produits forestiers ainsi qu'une monographie sur l'industrie du bois de sciage feuillu et un profil sectoriel de l'industrie des bois spéciaux résineux de seconde transformation.

B) Études commerciales

À la suite de l'abrogation unilatérale de l'Entente sur le bois d'oeuvre par le gouvernement fédéral, le département du commerce des États-Unis a amorcé une vaste enquête sur le bois d'oeuvre résineux provenant du Canada. Le Service des études économiques et commerciales du MFO a dû se soumettre aux exigences des enquêteurs et fournir, dans des délais très courts, un volume incroyable d'informations.

Un répertoire des exportateurs québécois de bois spéciaux de seconde transformation a été publié afin de faciliter le travail des conseillers commerciaux qui travaillent dans les bureaux ou les délégations du Québec à l'étranger. De plus, le **Répertoire des technologies québécoises de transformation du bois** a été complètement révisé et on lui a ajouté une section consacrée aux produits chimiques.

En 1992-1993, on publiera un périodique qui assurera le suivi des divers problèmes commerciaux auxquels les entreprises québécoises de transformation des produits forestiers sont confrontées ainsi qu'un répertoire de l'industrie québécoise des pâtes et papiers.

2.4.5.3 Évaluation de la demande

En 1991-1992, le Ministère a mis à jour toutes les données relatives aux besoins de matière ligneuse des usines de transformation du bois.

DEMANDES D'AUTORISATION	
Établissement d'une usine de transformation du bois	126
Modification de la consommation annuelle	124
Changement de catégorie d'usine ou ajout d'un produit	17
Changement de nom, fusion ou modification du contrôle de l'entreprise	37
Prolongation du délai de mise en fonctionnement de l'usine	9
Fermeture de dossiers	163
Diverses	55
T O T A L	531

En 1992-1993, le Ministère précisera les besoins de matière ligneuse des usines de transformation du bois pour tenir compte des essences nécessaires ainsi que de la qualité et de la forme des bois requis.

En 1991-1992, la banque de données «Industria», qui inclut maintenant les données du registre forestier, a permis d'émettre plus de 1 700 permis d'exploitation d'usines de transformation du bois ainsi que les factures rattachées à cette opération. Cela a rapporté 250 000 \$ au gouvernement. Les permis seront renouvelés en 1992-1993 et les droits perçus pour leur émission se chiffreront alors à 320 000 \$.

2.4.6 Ressources humaines et financières

Comme nous l'avons déjà mentionné, les crédits alloués à cet élément de programme ont augmenté de 131,5 % en raison de l'ajout de 16 M\$ qui seront employés pour préserver certains actifs de Cascades Port-Cartier inc. Les ressources humaines ont diminué de 11 ETC, une baisse de 7,7 % par rapport à 1991-1992.

2.5 UTILISATION POLYVALENTE DE LA FORÊT (ÉLÉMENT 05)

ÉLÉMENT	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)	VARIATION	
			('000 \$)	%
05 Contrôle de l'utilisation	27 479,3	26 220,7	1 258,6	4,8
Effectif régulier (ETC)	510	379	131	34,6
Effectif occasionnel (ETC)	159	292	(133)	(45,5)
Effectif total (ETC)	669	671	(2)	(0,3)

2.5.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

Cet élément de programme regroupe trois champs d'activités qui contribuent à la saine gestion du milieu forestier :

- éducation en conservation;
- travaux de génie;
- planification et contrôle de l'utilisation par les directions régionales du MFO.

2.5.2 ÉDUCATION EN CONSERVATION

La mission éducative du MFO vise à faire comprendre que notre qualité de vie dépend d'un aménagement forestier judicieux et d'une participation, individuelle et collective, à la conservation des arbres et du milieu forestier.

Pour y parvenir, le Ministère dispose d'un réseau éducatif couvrant l'ensemble du Québec habité. Ce réseau comporte neuf centres éducatifs forestiers, un service éducatif forestier en Estrie (SEFE) et un nombre variable d'organismes collaborateurs.

Les programmes offerts sont destinés aux jeunes de 9 à 12 ans, à leurs professeurs et moniteurs, au grand public et aux autres groupes spécifiques qui veulent en bénéficier. Ils sont préparés et animés par des naturalistes qui, à l'aide de moyens didactiques divers, favorisent le contact avec les forêts naturelles ou aménagées. Spécialement établis pour faciliter la découverte et l'appréciation du milieu forestier de même que de son utilisation rationnelle et polyvalente, les centres éducatifs forestiers du Ministère se prêtent particulièrement bien à la réalisation de ces programmes. D'autres sites peuvent également être exploités, tels les parcs et boisés établis dans les villes ou en périphérie.

Afin de prolonger et de renforcer les messages de conservation auprès des jeunes, un stage d'initiation à l'utilisation d'un document pédagogique (l'Arbre-en-tête), centré sur l'arbre et le milieu forestier, est offert aux professeurs et à d'autres formateurs.

2.5.2.1 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

Plus de 13 500 personnes ont bénéficié de cet élément de programme depuis 1982. En 1991-1992, les CEF ont accueilli 200 000 personnes et 32 stages de l'Arbre-en-tête ont été organisés (500 participants). Quelque 200 000 exemplaires de documents divers ont été distribués (brochures et panneaux d'interprétation, affiches, jeux éducatifs, dépliants publicitaires, etc.).

En 1992-1993, les CEF et la SEFE poursuivront leur action éducative.

La Direction des communications et de l'éducation axera son action éducative sur :

- l'élaboration d'un plan directeur quinquennal en matière d'éducation;
- l'évaluation et la validation des programmes éducatifs forestiers en fonction du programme-cadre;
- la mise sur pied d'un nouveau programme de concertation avec d'autres ministères dans le cadre du Comité interministériel sur l'éducation relative à l'environnement (ERE);
- la poursuite des stages de l'Arbre-en-tête sous leur forme actuelle;
- le développement des outils éducatifs et pédagogiques requis pour des événements spécifiques (Semaine de l'arbre et des forêts, expositions, congrès, etc.).

2.5.3 TRAVAUX DE GÉNIE

Ce volet de l'élément-programme porte surtout sur l'accès à la ressource, domaine où le Ministère ne joue qu'un rôle normatif : la construction des chemins forestiers incombe en effet aux détenteurs de CAAF.

2.5.3.1 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

A) Ponts et bâtiments

- conception, préparation de plans et surveillance des travaux de construction de bâtiments et de génie civil évalués à environ 1 M\$: Berthierville (entrepôt de pesticide), East Angus (ajout d'un étage à l'un des bâtiments de la pépinière), Trécesson (installation d'un chariot ascenseur) et Grandes-Piles (pont roulant);
- préparation des plans et devis pour la construction de six ponts, surveillance et inspection des chantiers;
- maître d'oeuvre dans la construction de trois ponts sur la route de Créquy et celle menant à la réserve Manawan;
- inspection de quelque 250 ponts; évaluation et affichage de la capacité portante de plus de 75 autres ouvrages.

B) Voirie forestière

- validation des données pour la construction des chemins prévus dans le cadre des grands projets hydroélectriques (Grande-Baleine, Eastmain, 12^e ligne);
- évaluation des travaux de construction (environ 400 km) de chemins forestiers pour divers projets autochtones;
- mise en oeuvre d'un programme d'aide à la voirie forestière pour la récupération des bois sur les aires incendiées en 1991 dans les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord;
- mise à jour du **Guide de signalisation routière** à respecter dans les forêts publiques.

En 1992-1993, le Ministère concentrera ses efforts sur les activités suivantes :

- élaboration du plan de développement du réseau de chemins forestiers;
- poursuite du **Programme d'aide à la voirie forestière**;
- évaluation et affichage de la capacité de charge des ponts qui font partie du réseau;
- réalisation de travaux d'arpentage, élaboration de plans et surveillance lors de la construction d'infrastructures requises par le MFO;
- entretien et réparation de ponts, conformément aux responsabilités du MFO.

2.5.4 PLANIFICATION ET CONTRÔLE

Ce volet de l'élément de programme est consacré à la réglementation et à la normalisation des activités de contrôle ainsi qu'à l'émission des permis d'intervention requis pour l'approvisionnement des usines, la récolte de bois de chauffage ainsi que pour l'aménagement des érablières, des sites d'utilité publique, miniers, fauniques et récréatifs.

Au cours de l'exercice qui commence, le contrôle des objectifs de production, la vérification des volumes et de la qualité des bois récoltés et celle des traitements sylvicoles admissibles en paiement des droits de même que le suivi des interventions, revêtiront une grande importance, notamment à cause des nouvelles obligations que la **Loi sur les forêts** impose aux détenteurs de CAAF.

2.5.4.1 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

A) Permis d'intervention

Le système informatisé mis en place pour l'émission des permis d'intervention (SEPI) a été encore amélioré en 1991-1992. Le SEPI produit désormais le canevas du rapport annuel d'intervention (RAIF) transmis aux bénéficiaires de CAAF et il permet non seulement de saisir, mais aussi de compiler la plupart des données dont il est fait état dans ce type de documents. Les calendriers de suivi des traitements sylvicoles seront intégrés à ce système au cours de la prochaine année.

Nous avons élaboré un guide destiné aux usagers du Système d'émission des permis d'intervention (SEPI) qui sera complété en 1992-1993. Des cours axés sur l'utilisation du système SEPI ont été dispensés dans cinq régions, à la demande des principaux intéressés.

En 1991-1992, nous avons révisé les instructions remises aux bénéficiaires de CAAF pour les aider à préparer les plans annuels d'intervention, les demandes de permis, le rapport annuel d'intervention forestière et les rapports sur l'avancement des traitements sylvicoles. Une mise à jour sera effectuée en 1992-1993, si nécessaire.

Au cours du dernier exercice, 159 aires communes ont été créées et 878 permis ont été émis en vue de l'approvisionnement des usines de transformation du bois.

B) Aide financière

En vertu de l'article 79 de la Loi sur les forêts, le ministre peut accorder une aide financière pour la mise en oeuvre d'un plan spécial d'aménagement élaboré pour récupérer les bois dans les massifs forestiers affectés par des désastres naturels. En 1991-1992, on a ainsi élaboré 78 plans de ce genre pour récupérer quelque 3 128 800 m³ de bois. Jusqu'à maintenant, les exploitants ont obtenu une réduction de leurs redevances de l'ordre de 488 000 \$, pour un volume de 338 924 m³, c'est-à-dire l'équivalent de 1,43 \$ le m³. Étant donné les feux que nous avons connus l'été dernier, nous prévoyons une augmentation du nombre de plans spéciaux en 1992-1993.

C) Vérification des travaux sylvicoles et facturation

À l'heure actuelle, les traitements sylvicoles effectués en paiement des droits sont vérifiés à partir des documents que les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier doivent fournir périodiquement. L'acceptation finale des montants est faite lors de la vérification du rapport annuel d'intervention.

D) Application des procédures administratives

Au cours de l'exercice 1991-1992, on a visité sept unités de gestion afin de vérifier si les procédures administratives applicables aux activités générées par les permis d'intervention y avaient été respectées. En 1992-1993, on prévoit répéter l'exercice dans douze autres unités de gestion.

E) Procédures judiciaires

Nous nous rendons régulièrement sur le terrain pour nous assurer que la **Loi sur les forêts** est respectée. Des procédures judiciaires sont entreprises en cas d'infraction.

En 1992-1993, le Ministère a préparé 292 dossiers concernant des infractions commises par des personnes ou des compagnies qui avaient enfreint la **Loi sur les forêts**. Le tiers de ces dossiers a déjà été traité par la Direction des affaires juridiques et le reste le sera sous peu. Environ 70 % de ces infractions ont été commises par des individus qui ont coupé du bois sans permis. La faute la plus fréquente chez les détenteurs de CAAF est la circulation dans le lit des cours d'eau ou dans les lisières boisées (bandes de protection) à préserver le long des cours d'eau.

F) Vérification des volumes de bois récoltés et de leur qualité

En 1991-1992, la normalisation du mesurage a été grandement améliorée grâce à la publication d'une nouvelle édition complètement refondue des instructions de mesurage. Ce document, intitulé **Méthodes de mesurage des bois - Instructions**, a été distribué aux titulaires de permis d'intervention, aux mesureurs et dans toutes les écoles. Une édition révisée du **Règlement sur les méthodes de mesurage (373-87)**, devrait paraître en 1992-1993.

Par ailleurs, nos 44 vérificateurs régionaux ont contrôlé différents aspects du mesurage : prise de mesures, qualité, destination et provenance des bois, etc.

Une nouvelle procédure de vérification des balances à camion utilisées pour le mesurage a été implantée avec succès en 1991-1992. Enfin, nous préparons présentement un guide pour la planification des travaux de vérification du mesurage des bois. Ce guide, qui vise l'utilisation optimale des ressources affectées à la vérification du mesurage, devrait être disponible dès le 1^{er} avril 1992. En 1992-1993, les droits perçus auprès des bénéficiaires de CAAF se chiffrent à quelque 120 000 000 \$.

G) Érablières

Les permis d'exploitation des érablières sont émis par les régions administratives du MFO. En 1991, 1 069 permis de ce genre ont été accordés à travers le Québec.

H) Bureau d'examineurs

Au cours du dernier exercice financier, le Bureau d'examineurs des mesureurs de bois a émis 100 nouveaux permis. On a organisé 24 séances d'examens dans les différentes régions du Québec et 234 candidats s'y sont présentés.

2.5.5 RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

Les crédits alloués à cet élément de programme augmenteront de 4,8 % en 1992-1993, notamment en raison du programme spécial de voirie mis sur pied pour récupérer le bois incendié sur la Côte-Nord (1,6 M\$).

3. AMÉLIORATION DE LA FORÊT (PROGRAMME 03)

ÉLÉMENTS	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)	VARIATION	
			('000 \$)	%
01 Aménagement des forêts publiques	58 267,3	70 965,5	(12 698,2)	(17,9)
02 Aménagement des forêts privées	41 083,5	44 895,7	(3 812,2)	(8,5)
03 Production de plants	46 379,8	49 168,4	(2 788,6)	(5,7)
TOTAL	145 730,6	165 029,6	(19 299,0)	(11,7)
Effectif régulier (ETC)	363	196	167	85,2
Effectif occasionnel (ETC)	509	757	(248)	(32,8)
Effectif total (ETC)	872	953	(81)	(8,5)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif premier du programme d'amélioration de la forêt est d'assurer le respect de l'équilibre entre la récolte de matière ligneuse et la capacité de production des forêts québécoises afin que l'industrie des produits forestiers puisse continuer de s'approvisionner à court et à long terme. La régénération forestière et les traitements sylvicoles sont les deux moyens privilégiés par le Ministère pour y parvenir.

L'objectif annuel de reboisement a été fixé à 210 millions de plants de résineux pour 1992-1993 : 150 millions dans les forêts publiques (y compris les plants qui seront mis en terre par l'industrie) et 60 millions dans les forêts privées (y compris les plants non subventionnés). Le Ministère se propose également de mettre d'ici peu 2 millions de plants de feuillus en terre. L'objectif de reboisement en résineux devrait diminuer graduellement, au fur et à mesure que le MFO aura reboisé les aires non ou mal régénérées avant le 1^{er} avril 1987, pour se stabiliser à 150 millions de plants.

Le Ministère souhaite que l'on favorise l'établissement d'une régénération naturelle suffisante pour que des peuplements au moins équivalents à ceux qui existaient avant la coupe croissent sur les aires de récolte. Depuis la mise en oeuvre du nouveau régime forestier, le 1^{er} avril 1987, les industriels ont davantage recours à des moyens comme les coupes avec protection de la régénération préétablie ou par bandes pour favoriser la régénération naturelle des parterres de coupe. En 1992-1993, l'industrie maintiendra ses efforts de reboisement au même niveau qu'en 1991-1992.

Soulignons enfin que le programme d'aménagement des forêts publiques, qui se traduira par l'exécution de travaux sylvicoles et une production accrue de matière ligneuse, amènera une augmentation de l'activité économique à court, moyen et long terme.

3.1 AMÉNAGEMENT DES FORÊTS PUBLIQUES (ÉLÉMENT 03-01)

ÉLÉMENT	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)	VARIATION	
			('000 \$)	%
01 Aménagement des forêts publiques	58 267,3	70 965,5	(12 698,2)	(17,9)
Effectif régulier (ETC)	139	77	62	80,5
Effectif occasionnel (ETC)	97	192	(95)	(49,5)
Effectif total (ETC)	236	269	(33)	(12,3)

3.1.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

Cet élément de programme vise à créer, dans les forêts publiques, des stocks ligneux suffisants pour répondre à la demande actuelle et future, tant en quantité qu'en qualité.

Les travaux d'aménagement sont surtout exécutés par la société Rexfor (reboisement des superficies inadéquatement régénérées) et les bénéficiaires de CAAF (aires de coupe récente).

3.1.2 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

Les principales activités liées à l'aménagement des forêts publiques et au reboisement sont : la préparation de terrain, la plantation et l'entretien des superficies reboisées ou régénérées naturellement.

COMPARAISON DES PRINCIPAUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT EFFECTUÉS PAR LE MFO

ACTIVITÉS	PRODUCTION	
	1992-1993	1991-1992 ¹
Préparation de terrain (hectares)	27 026	34 433
Plantation (1 000 plants)	64 800	66 000
Dégagement de la régénération (hectares)	17 500	16 100

1- Estimé

COMPARAISON DES PRINCIPAUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT PAR L'INDUSTRIE

ACTIVITÉS	PRODUCTION	
	1992-1993	1991-1992 ¹
Préparation de terrain (hectares)	31 738	39 051
Plantation (1 000 plants)	82 864	92 223
Éclaircie précommerciale (hectares)	18 500	14 927
Dégagement de la régénération (hectares)	19 051	9 295
Coupe à blanc par bandes (hectares)	2 864	3 019

1- Estimé

A) Préparation de terrain

La préparation de terrain consiste à dégager le sol des débris de coupe et à mélanger l'humus et le sol minéral pour faciliter la mise en terre des plants. Elle favorise nettement la croissance initiale des jeunes pousses. Les principaux types de préparation de terrain sont le scarifiage, le déblaiement, le brûlage et le drainage.

En 1992-1993, on effectuera ce genre de travaux sur environ 58 764 hectares. Le MFO confiera à la société Rexfor le soin de préparer quelque 27 026 hectares dans les superficies inadéquatement régénérées. L'industrie forestière prévoit préparer environ 31 738 hectares, dont près de 90 % par scarifiage.

RÉPARTITION DES SUPERFICIES QUI SERONT TRAITÉES EN 1992-1993 ET DES BUDGETS REQUIS SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

RÉGIONS	SUPERFICIES (hectares)	BUDGET ('000 \$)
Bas-Saint-Laurent	4 370	1 650,0
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1 910	963,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 830	707,5
Québec	582	270,5
Trois-Rivières	3 310	1 655,0
Estrie	40	20,0
Montréal	5 034	2 455,3
Outaouais	1 605	671,5
Abitibi-Témiscamingue	5 870	1 878,4
Côte-Nord	1 475	542,4
SOUS-TOTAL (MFO)	27 026	10 813,8
SOUS-TOTAL (INDUSTRIE)	31 738	
TOTAL	58 774	

B) Plantations

En 1992-1993, on devrait mettre quelque 150 millions de plants en terre dans les forêts publiques. Le MFO en plantera 66 millions, dans les superficies mal régénérées, et l'industrie 84 millions, dans les aires de coupe récente. Plus de 85 % des plants mis en terre (130 millions) seront livrés dans des récipients. Ce mode de culture permet une plus grande flexibilité en ce qui a trait à la période de plantation et il augmente le taux de survie dans les plantations. De plus, la culture des plants en récipients s'avère moins onéreuse.

Le MFO confie l'ensemble de ses travaux de reboisement à la société Rexfor.

NOMBRE DE PLANTS À METTRE EN TERRE EN 1992-1993 ET BUDGET REQUIS SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

RÉGIONS	PLANTATION (millions de plants)	BUDGET ('000\$)
Bas-Saint-Laurent	7,5	2 080,7
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	4,0	1 028,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	11,6	2 621,6
Québec	3,0	556,4
Trois-Rivières	4,9	1 127,0
Estrie	0,2	57,5
Montréal	7,0	1 677,6
Outaouais	5,0	1 189,5
Abitibi-Témiscamingue	12,0	2 664,0
Côte-Nord	10,8	2 716,1
SOUS-TOTAL (MFO)	66,0	15 719,0
SOUS-TOTAL (INDUSTRIE)	84,0	
TOTAL	150,0	

C) Suivi biologique des plantations.

Tous les travaux de reboisement exécutés par le MFO dans les forêts publiques font l'objet d'un suivi à partir de placettes-échantillons semi-permanentes. Des relevés périodiques permettent d'évaluer les résultats après deux, cinq et huit années de croissance.

On peut ainsi déterminer les taux de survie et de croissance des plants, suivre l'évolution des arbres mis en terre en fonction de diverses variables (essence, période de plantation, site, type de plants, etc.) et identifier les problèmes posés par la végétation concurrente.

D) Dégagement de la régénération

Les travaux de dégagement sont nécessaires, tant dans les plantations que dans les peuplements naturels, pour prévenir les pertes de productivité attribuables à la végétation concurrente. En 1992-1993, Rexfor exécutera ce genre de travaux sur quelque 17 500 ha. De plus, on investira environ 0,7 M\$, dans le cadre de l'Entente Canada-Québec sur le développement forestier de la Haute Côte-Nord, pour effectuer des travaux d'éclaircie de la régénération naturelle sur une superficie totalisant 600 ha.

L'industrie éclaircira près de 18 500 hectares de jeunes peuplements et elle effectuera des travaux de dégagement de la régénération sur plus de 19 000 hectares, une hausse de plus de 55 % par rapport à 1991-1992.

E) Coupes de régénération

En 1992-1993, on prévoit que l'industrie effectuera des coupes de régénération sur quelque 2 800 hectares (essentiellement des coupes de bandes). Rappelons que ces travaux sont admissibles en paiement des droits.

3.1.3 RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

En 1992-1993, on a alloué un budget de 58 M\$ à cet élément de programme, soit une baisse de 17,9 % par rapport à 1991-1992 (71 M\$). Cette baisse est consécutive à la décision d'échelonner sur une plus longue période la remise en production des zones forestières peu ou mal régénérées le 1er avril 1987.

Néanmoins, l'ensemble des travaux sylvicoles réalisés par l'industrie des produits forestiers se chiffrera à quelque 46,7 M\$, comparativement à 41,0 M\$ en 1991-1992.

3.2 AMÉNAGEMENT DES FORÊTS PRIVÉES (ÉLÉMENT 03-02)

ÉLÉMENT	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)	VARIATION	
			('000 \$)	%
02 Aménagement des forêts privées	41 083,5	44 895,7	(3 812.2)	(8,5)
Effectif régulier (ETC)	93	53	40	75,5
Effectif occasionnel (ETC)	29	78	(49)	(62,8)
Effectif total (ETC)	122	131	(9)	(6,9)

3.2.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

La forêt privée s'étend surtout dans la partie sud du Québec; quelque 120 000 propriétaires se la partagent. Elle couvre une superficie de 62 800 km², ou 10 % de l'ensemble des forêts productrices, et comble actuellement 20 % (de 5 % à 90 % selon les régions) des besoins de matière première des usines.

Le législateur a en effet stipulé que les bois récoltés dans les forêts publiques ne doivent constituer qu'un volume résiduel par rapport à ceux des autres sources d'approvisionnement disponibles. La forêt privée offre de nombreux autres avantages. Située à proximité de la main-d'oeuvre et des usines, elle est facile d'accès et croît sur des sites de qualité.

Afin d'assurer la régénération des boisés privés ainsi que pour accroître leur productivité et améliorer leur protection, l'État offre aux propriétaires des programmes d'aide technique et financière :

- aide financière pour la mise en valeur et la protection des boisés,
- plants de reboisement,
- connaissance et recherche,
- concours du Mérite forestier.

3.2.2 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

En 1991-1992, près de 4 000 propriétaires forestiers ont obtenu le statut de producteur forestier (on en compte actuellement 34 000) et près de 7 500 autres ont renouvelé leur statut pour une période de cinq ans. Plus de 6 000 d'entre eux ont reçu un certificat leur permettant de demander le remboursement d'une partie des taxes foncières versées en 1990.

L'aide apportée aux producteurs forestiers a permis d'effectuer des travaux sylvicoles sur une superficie totale d'environ 70 000 hectares et la mise en terre de 51 millions de plants.

A) MISE EN VALEUR DES FORÊTS PRIVÉES

En 1992-1993, le Ministère continuera d'accorder une aide financière pour la fertilisation des érablières. Il veut ainsi contrer le dépérissement, que l'on connaît surtout dans les régions de Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie-Bois-Francs, Estrie, Montérégie, Lanaudière et Laurentides. Ce programme, qui fait l'objet d'une entente fédérale-provinciale, bénéficie d'un budget spécifique.

En 1992-1993, le MFO continuera de promouvoir l'aménagement des forêts privées en accordant une aide financière aux producteurs forestiers qui effectueront des travaux de reboisement, d'éducation de peuplements, d'amélioration des ravages de cerfs de Virginie, de drainage et de voirie forestière.

Les travaux de préparation de terrain, de mise en terre de plants et d'entretien des plantations demeureront les principaux éléments du «Programme d'aide à la mise en valeur de la forêt privée». Au cours du prochain exercice, le MFO donnera 50 millions de plants aux producteurs forestiers, mais il amorcera un virage afin de réduire la part relative du reboisement dans l'enveloppe budgétaire allouée au programme. Les sommes économisées pourront être consacrées aux travaux d'éducation des peuplements, par exemple.

NIVEAUX DE PRODUCTION SELON LES TYPES DE TRAVAUX DE MISE EN VALEUR

ACTIVITÉS	1992-1993	1991-1992	VARIATION (nombre)	%
Reboisement				
- Préparation de terrain (hectares)	16 000	12 000	4 000	33,3
- Mise en terre (hectares)	20 000	20 800	(800)	(3,8)
- Travaux préalables (hectares)	--	8 000	(8 000)	(100,0)
- Entretien de plantation (hectares)	16 000	18 000	(2 000)	(11,1)
Autres travaux (hectares)	10 700	14 000	(3 300)	(23,6)
Plans simples de gestion (nombre de plans)	7 000	5 000	2 000	40,0
Total (hectares)	62 700	72 800	(10 100)	(13,9)
Total (nombre de plans simples)	7 000	5 000	2 000	40,0

B) STATUT DE PRODUCTEUR FORESTIER

Toute personne peut être reconnue producteur forestier si elle satisfait aux exigences stipulées dans l'article 121 de la Loi sur les Forêts. C'est le MFO qui gère ce dossier et émet les cartes attestant ce statut.

On prévoit que 4 000 propriétaires de boisés obtiendront le statut de producteur forestier en 1992-1993.

C) REMBOURSEMENT DES TAXES FONCIÈRES

Le producteur forestier qui désire obtenir un certificat pour le remboursement des taxes foncières doit en faire la demande écrite au MFO, en joignant à sa requête un rapport faisant état des travaux de mise en valeur réalisés dans son boisé.

Le Ministère estime qu'il aura à traiter environ 10 000 demandes de certificat en 1992-1993 et qu'il émettra plus de 7 000 documents.

D) GESTION DES PROGRAMMES

Après avoir progressé de façon importante, les mesures d'aide à la forêt privée se sont stabilisées au cours des dernières années.

E) CONCOURS DU MÉRITE FORESTIER

La Loi modifiée sur le mérite forestier est entrée en vigueur le 22 juin 1989 et le règlement afférent en août 1990.

Le concours continue d'avoir lieu chaque année et, en 1992-1993, les gagnants recevront leurs prix pendant la Semaine de l'arbre, au mois de mai 1993.

3.2.3 RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

RÉPARTITION DU BUDGET

ACTIVITÉS	1992-1993	1991-1992	VARIATION	
			(' 000 \$)	%
Budget de fonctionnement	5 336,8	6 243,6	(906,8)	(14,5)
- gestion du programme	4 836,8	5 743,6	(906,8)	(15,8)
- statut de producteur forestier	500,0	500,0	-	-
Budget de transfert	35 746,7	38 652,1	(2 905,4)	(7,5)
- mise en valeur	34 006,7	36 437,1	(2 430,4)	(6,7)
- fertilisation des érablières	1 140,0	1 350,0	(210,0)	(15,6)
- connaissance et planification	600,0	800,0	(200,0)	(25,0)
- mérite forestier	0	65,0	(65,0)	(100,0)
TOTAL	41 083,5	44 895,7	(3 812,2)	(8,5)

En 1992-1993, l'aide financière versée dans le cadre du Programme de mise en valeur de la forêt privée totalise 35,7 M\$. De ce montant, 32 M\$ seront répartis entre les régions pour la réalisation des travaux alors qu'un montant de 3,7 M\$ sera alloué ultérieurement en fonction des décisions à venir.

RÉPARTITION RÉGIONALE DU BUDGET ALLOUÉ AU «PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DE LA FORÊT PRIVÉE»

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	(' 000 \$)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 657,6
Bas-Saint-Laurent	5 987,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 840,0
Québec	8 583,2
Mauricie-Bois-Francs	2 996,5
Estrie	2 988,3
Montréal	1 897,3
Outaouais	1 278,4
Abitibi-Témiscamingue	2 429,7
Côte-Nord	341,7
TOTAL	32 000,0

Ce montant de 32 millions de dollars inclut une somme de près de 4 millions destinée à la fertilisation des érablières, à des travaux reliés à la connaissance de la forêt et à des activités réalisées dans le cadre des sommets économiques régionaux. C'est donc une somme d'un peu plus de 28 millions de dollars qui sera consacrée à la réalisation des travaux réguliers de mise en valeur.

On estime qu'en 1992-1993, 40 000 propriétaires de boisés (33 %) auront obtenu le statut de producteur forestier. L'ensemble des superficies enregistrées représentera alors plus de 50 % de la superficie totale des boisés privés québécois.

Les travaux de mise en valeur des forêts privées seront effectués sur près de 63 000 ha, ce qui créera des emplois équivalant à environ 500 000 jours-personnes, dont 100 000 jours-personnes pour la réalisation de projets spéciaux, l'encadrement technique et l'administration des divers programmes.

3.3 PRODUCTION DE PLANTS (ÉLÉMENT 03-03)

ÉLÉMENTS	1992-1993	1991-1992	VARIATION	
	('000 \$)	('000 \$)	('000 \$)	%
03 Production de plants	46 379,8	49 168,4	(2 788,6)	(5,7)
Effectif régulier (ETC)	131	66	65	98,5
Effectif occasionnel (ETC)	383	487	(104)	(21,4)
Effectif total (ETC)	514	553	(39)	(7,1)

3.3.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

Cet élément-programme vise à permettre au MFO d'obtenir les semences et les plants requis pour le reboisement des forêts publiques et privées québécoises.

Le MFO gère lui-même le dossier «Récolte de semence», mais les plants sont cultivés à la fois par les pépinières gouvernementales, de petites entreprises privées, l'industrie des produits forestiers, les coopératives forestières et les pépinières affiliées à la Fédération des producteurs de bois du Québec.

3.3.2 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

A) La production de semences

L'approvisionnement en semences revêt une importance capitale, car l'adaptation des plants et leurs performances à court et long terme sont directement liées à la qualité et à la compatibilité des provenances.

OBJECTIFS DE PRODUCTION

ACTIVITÉS	PRODUCTION ¹	
	1992-1993	1991-1992
Aménagement de sources de semences (vergers à graines) (hectares)	1 085	430
Récolte de cônes et de semences de feuillus (hectolitres)	8 000	2 724
Traitement des semences (hectolitres)	3 000	7 000

1- Estimé

B) La production de plants

En 1991-1992, quelque 242 millions de plants ont été livrés par les pépinières publiques et privées. Les pépinières gouvernementales ont produit environ 35 % de ces plants et les pépinières privées, le reste (voir tableau ci-dessous).

En 1992-1993, on produira environ 210 millions de plants, dont 1 500 000 plants de feuillus, une baisse de 15 % par rapport à 1991-1992. Par ailleurs, le MFO commencera à produire des plants de fortes dimensions dans l'espoir de réduire la nécessité d'avoir recours aux phytocides dans les forêts québécoises.

PLANTS LIVRÉS SELON LES CATÉGORIES DE PRODUCTEURS

PRODUCTEURS	Quantité (en millions de plants)			
	1992-1993	%	1991-1992 ¹	%
Pépinières gouvernementales	66,1	31,5	84,1	34,8
Petites entreprises privées	42,5	20,2	49,3	20,4
Pépinières affiliées à la FPBQ	37,4	17,8	36,9	15,2
Coopératives forestières	30,3	14,4	35,9	14,8
Industrie des produits forestiers	33,8	16,1	35,8	14,8
TOTAL	210,1	100,0	242,0	100,0

1- Données préliminaires

3.3.3 RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

En 1991-1992, on a alloué 49,2 M\$ à cet élément de programme alors qu'on prévoit lui consacrer 46,4 M\$ en 1992-1993. Cette baisse reflète la diminution des ensemencements et des livraisons prévue en 1992-1993. La production de plants de fortes dimensions, qui nécessitera l'acquisition de récipients plus grands, entraînera toutefois une augmentation des dépenses.

RÉPARTITION DU BUDGET SELON LES PRINCIPALES ACTIVITÉS

ACTIVITÉS	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)
Production de semences	1,8	2,0
Production de plants	37,5	42,6
Achat de récipients	3,4	1,4
Immobilisations	0,6	0,6
Salaires des permanents	3,1	2,6
TOTAL	46,4	49,2
Effectif régulier (ETC)	131,0	66,0
Effectif total (ETC)	514,0	553,0

**RÉPARTITION DU BUDGET CONSACRÉ À LA PRODUCTION DE PLANTS
SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES**

RÉGIONS	1992-1993 ('000 \$)	1991-1992 ('000 \$)
Bas-Saint-Laurent	7 294,2	8 098,8
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1 164,5	1 293,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5 755,8	6 588,7
Québec	4 552,3	4 680,3
Trois-Rivières	3 725,9	4 759,0
Estrie	2 199,0	2 643,1
Montréal	3 177,6	3 988,5
Outaouais	1 407,8	1 857,0
Abitibi-Témiscamingue	6 211,1	6 517,4
Côte-Nord	1 263,8	1 323,4
Services centraux	748,0	850,5
TOTAL	37 500,0	42 600,0

4. FINANCEMENT FORESTIER (PROGRAMME 04)

ÉLÉMENTS	1992-93 ('000\$)	1991-92 ('000\$)	VARIATION	
			('000\$)	%
01 Gestion interne et soutien	1 530,6	1 512,7	17,9	1,2
02 Prêts forestiers	3 314,8	5 073,8	(1 759,0)	(34,7)
TOTAL DU PROGRAMME	4 845,4	6 586,5	(1 741,1)	(26,4)
Effectif régulier (ETC)	24	24	-	-
Effectif occasionnel (ETC)	4	4	-	-
Effectif total (ETC)	28	28	-	-

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme est sous moratoire et le MFO se contente présentement de payer l'encours des dettes.

4.1 GESTION (ÉLÉMENT 04-01)

ÉLÉMENT	1992-93 ('000\$)	1991-92 ('000\$)	VARIATION	
			('000\$)	%
01 Gestion et interne et soutien	1 530,6	1 512,7	17,9	1,2
Effectif régulier (ETC)	24	24	-	-
Effectif occasionnel (ETC)	4	4	-	-
Effectif total (ETC)	28	28	-	-

4.1.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

Cet élément permet d'assurer la gestion du programme général en favorisant l'utilisation optimale des ressources humaines, physiques et financières disponibles.

4.1.2 RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

Les ressources humaines n'augmenteront pas en 1992-1993. Cependant, 21 des 27 employés actuels seront temporairement prêtés au MFO pour des activités liées à l'aménagement des forêts privées.

4.2 PRÊTS FORESTIERS (ÉLÉMENT 04-02)

ÉLÉMENT	1992-93 ('000\$)	1991-92 ('000\$)	VARIATION	
			('000\$)	%
02 Prêts forestiers	3 314,8	5 073,8	(1 759,0)	(34,7)
Effectif régulier (ETC)	-	-	-	-
Effectif occasionnel (ETC)	-	-	-	-
Effectif total (ETC)	-	-	-	-

4.2.1 PRÉSENTATION DE L'ÉLÉMENT

Les sommes allouées à cet élément de programme permettent à l'Office de verser la contribution gouvernementale au paiement des intérêts. L'emprunteur qui s'est conformé au plan de gestion et qui a fait ses remboursements peut ainsi obtenir un taux d'intérêt avantageux auprès des institutions bancaires.

4.2.2 BILAN 1991-1992 ET PERSPECTIVES 1992-1993

Opérations	1992-1993	1991-1992
Nombre de prêts consentis	Moratoire	Moratoire
Montant des prêts consentis	Moratoire	Moratoire
Moyenne des prêts	Moratoire	Moratoire
Montant total des prêts accordés	161 300 \$	625 600 \$
Nombre de transferts de prêts	100	123
Encours des prêts	76 000 000 \$	83 071 200 \$
Nombre d'hectares sous gestion	Moratoire	Moratoire

Selon les renseignements qu'elles nous ont fournis, les institutions prêteuses ont déboursé 0,6 M\$ en 1991-1992. Cet argent a servi principalement à l'achat et à l'agrandissement des propriétés forestières ainsi qu'à l'acquisition de machinerie forestière et d'outillage pour l'exploitation des érablières.

On ne peut faire aucune prévision pour l'exercice 1992-1993, car on ignore toujours si le moratoire sur le **Programme de financement forestier** sera levé. Les chiffres avancés ne seront valables que s'il est maintenu.

